

LES QUINZE ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES

Pour l'effectivité de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre

INSTRUMENT INSTITUTIONNEL OFFICIEL À VOCATION INTERNATIONALE

FR EN ES PT IT

La Compagnie des Papillons Bleus
Organisation fondatrice et officiellement porteuse de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre et de son développement institutionnel.

VERSION OFFICIELLE 1.0 · 8 AOÛT 2026 · UDTR-15E-INT-2026-01

STATUT DE LA PUBLICATION

Publication institutionnelle officielle · Official institutional publication · Publicación institucional oficial · Publicação institucional oficial · Pubblicazione istituzionale ufficiale

RÉFÉRENCE DOCUMENTAIRE **UDTR-15E-INT-2026-01**	**VERSION** **Version officielle 1.0**
DATE DE PUBLICATION **8 août 2026**	**AUTORITÉ INSTITUTIONNELLE** **La Compagnie des Papillons Bleus**

FR — La présente publication constitue l'édition officielle multilingue des Quinze Engagements des entreprises pour l'effectivité de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre. Elle est publiée sous l'autorité de La Compagnie des Papillons Bleus. La version française constitue le texte source institutionnel de référence. Les versions anglaise, espagnole, portugaise et italienne contenues dans ce document sont validées comme traductions institutionnelles officielles.

EN — This publication constitutes the official multilingual edition of the Fifteen Commitments for Businesses — Giving Effect to the Universal Declaration of Tree Rights. It is published under the authority of La Compagnie des Papillons Bleus. The French version is the authoritative institutional source text. The English, Spanish, Portuguese and Italian versions contained in this document are validated as official institutional translations.

ES — La presente publicación constituye la edición oficial multilingüe de los Quince Compromisos de las Empresas para la efectividad de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol. Se publica bajo la autoridad de La Compagnie des Papillons Bleus. La versión francesa es el texto fuente institucional de referencia. Las versiones inglesa, española, portuguesa e italiana incluidas en este documento quedan validadas como traducciones institucionales oficiales.

PT — Esta publicação constitui a edição oficial multilíngue dos Quinze Compromissos das Empresas para a efetividade da Declaração Universal dos Direitos da Árvore. É publicada sob a autoridade de La Compagnie des Papillons Bleus. A versão francesa é o texto-fonte institucional de referência. As versões em inglês, espanhol, português e italiano contidas neste documento são validadas como traduções institucionais oficiais.

IT — La presente pubblicazione costituisce l'edizione ufficiale multilingue dei Quindici Impegni delle imprese per l'effettività della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero. È pubblicata sotto l'autorità di La Compagnie des Papillons Bleus. La versione francese costituisce il testo fonte istituzionale di riferimento. Le versioni inglese, spagnola, portoghese e italiana contenute nel presente documento sono convalidate come traduzioni istituzionali ufficiali.

Mise à jour linguistique : version italienne ajoutée et validée le 18 août 2026. Le texte source français et la version 1.0 du 8 août 2026 demeurent inchangés.

Portée. Le présent instrument constitue un cadre volontaire d'effectivité. Son adoption ne constitue ni une certification environnementale, ni un label général de conformité, ni une validation de l'ensemble des activités d'une entreprise. Les effets juridiques éventuels d'une adoption, d'une déclaration publique ou d'un protocole distinct demeurent déterminés par le droit applicable.

SOMMAIRE · CONTENTS · ÍNDICE · SUMÁRIO · INDICE

Un instrument institutionnel multilingue unique · One multilingual institutional instrument · Un único instrumento institucional multilingüe · Um único instrumento institucional multilíngue · Un unico strumento istituzionale multilingue

FR

FRANÇAIS

Les Quinze Engagements des entreprises

EN

ENGLISH

The Fifteen Commitments for Businesses

ES

ESPAÑOL

Los Quince Compromisos de las Empresas

PT

PORTUGUÊS

Os Quinze Compromissos das Empresas

IT

ITALIANO

I Quindici Impegni delle imprese

VERSION LINGUISTIQUE ET INTÉGRITÉ DU TEXTE

FR — Texte source institutionnel de référence. EN · ES · PT · IT — Traductions institutionnelles officielles intégrales, avec structure et numérotation identiques.

En cas de divergence résultant exclusivement de la traduction, la version française sert de référence pour l'interprétation institutionnelle, sans préjudice du droit impératif applicable. · In the event of a translation-only divergence, the French source text serves as the institutional reference. · En caso de divergencia exclusivamente de traducción, la versión francesa sirve de referencia institucional. · Em caso de divergência exclusivamente de tradução, a versão francesa constitui a referência institucional. · In caso di divergenza derivante esclusivamente dalla traduzione, la versione francese costituisce il riferimento istituzionale.

FRANÇAIS

LES QUINZE ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES

Pour l’effectivité de la Déclaration universelle des droits de l’Arbre

OFFICIAL · OFFICIEL · OFICIAL

VERSION 1.0 · 8 août 2026 · UDTR-15E-INT-2026-01

Retour au sommaire général ↑

SOMMAIRE DE LA VERSION FRANÇAISE

PRÉAMBULE →

LES TROIS ARTICLES DE LA DÉCLARATION →

OBJET ET PORTÉE →

DÉFINITIONS →

CINQ PRINCIPES D'EFFECTIVITÉ →

LES QUINZE ENGAGEMENTS →

ADOPTION, MISE EN ŒUVRE ET PREUVE →

PORTÉE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE →

INTÉGRITÉ, VERSIONS ET AUTORITÉ DU TEXTE →

CONCLUSION ET CONTACT OFFICIEL →

PRÉAMBULE

La Déclaration universelle des droits de l’Arbre énonce un cadre de principes destiné à transformer la relation entre les sociétés humaines et l’Arbre. Les présents Quinze Engagements donnent à ces principes un niveau d’effectivité propre à l’entreprise.

Les entreprises exercent, par leurs implantations, leurs constructions, leurs infrastructures, leurs produits et services, leurs achats, leurs approvisionnements, leurs financements, leurs investissements et leurs relations d’affaires, une influence directe ou indirecte sur les arbres, les forêts et les écosystèmes arborés, ainsi que sur les sols, l’eau, les communautés biologiques et les continuités écologiques dont dépendent leur existence, leur croissance, leur intégrité et leur régénération.

Cette responsabilité ne saurait être réduite à la plantation d’arbres, à la comptabilisation de surfaces boisées ou à la seule quantification du carbone.

> **Un arbre n’est pas une unité interchangeable.**
>
> **Une forêt n’est pas une addition d’arbres.**
>
> **Un écosystème vivant ne peut être réduit à une quantité de carbone.**

LES TROIS ARTICLES DE LA DÉCLARATION

ARTICLE 1

L’Arbre est un être vivant sensible, source de Vie, bien commun de l’humanité.

ARTICLE 2

De l’existence de l’Arbre dépend la Vie sur la planète.

ARTICLE 3

L’Homme doit agir avec l’Arbre dans un esprit de fraternité et de solidarité.

OBJET ET PORTÉE

Les Quinze Engagements des entreprises constituent un cadre volontaire à vocation internationale pour l'effectivité de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre.

Ils ont pour objet d'intégrer progressivement les principes de la Déclaration dans la gouvernance, les activités, les projets, les implantations, les infrastructures, les achats, les approvisionnements, les produits et services, les financements, les investissements, les relations d'affaires et, lorsque cela est pertinent, les chaînes de valeur de l'entreprise.

Universalité et proportionnalité

Le texte des Quinze Engagements est commun à toutes les entreprises qui l'adoptent. Les modalités de mise en œuvre sont proportionnées à la taille, au secteur, à l'organisation, aux implantations, aux moyens, à la nature et à la gravité des incidences ainsi qu'au degré de contrôle ou d'influence effectivement disponible.

Périmètre d'adoption

Toute adoption identifie précisément l'entité ou les entités juridiques, les activités et, le cas échéant, les implantations comprises dans son périmètre. L'adoption par une société mère ne vaut pas, par elle-même, adoption par chacune de ses filiales ou participations.

Droit applicable

Les Engagements sont mis en œuvre dans le respect du droit applicable à l'entreprise, à ses activités, à ses relations d'affaires et aux territoires concernés. Lorsqu'une règle impérative impose une obligation ou un niveau de protection plus exigeant, cette règle demeure pleinement applicable.

Conflit et continuité

Lorsqu'une disposition ne peut être mise en œuvre en raison d'une règle impérative du droit applicable, cette circonstance n'affecte pas les autres Engagements. L'entreprise documente, lorsque cela est pertinent, la difficulté rencontrée et recherche les modalités licites permettant de poursuivre l'objectif de l'Engagement concerné.

Conciliation avec les impératifs légitimes

Les Engagements ne font pas obstacle aux mesures réellement nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes, à la sécurité des infrastructures, à la prévention d'un dommage grave, à la lutte contre un risque sanitaire ou au respect d'une obligation légale impérative. Dans ces situations, l'entreprise recherche la solution portant l'atteinte la plus faible raisonnablement possible aux arbres et aux conditions de leur existence.

DÉFINITIONS

Entreprise

Toute personne morale ou organisation exerçant une activité économique et adoptant la Déclaration universelle des droits de l'Arbre et les présents Engagements, sous réserve du droit applicable à sa forme juridique.

Périmètre d'adoption

L'ensemble précisément identifié des entités, activités et implantations couvertes par la décision d'adoption.

Chaîne de valeur

L'ensemble des activités, approvisionnements, opérations et relations situés en amont ou en aval des activités propres de l'entreprise et présentant une pertinence au regard des incidences considérées.

Relation d'affaires

Toute relation professionnelle, commerciale, financière ou contractuelle par laquelle l'entreprise exerce ou peut raisonnablement exercer une influence sur une activité susceptible d'affecter les arbres ou les écosystèmes arborés.

Incidence négative

Tout effet défavorable réel ou raisonnablement prévisible résultant directement ou indirectement d'une décision, activité, projet, produit, service, investissement ou relation d'affaires et affectant un arbre, une forêt, un écosystème arboré ou les conditions écologiques nécessaires à leur existence et à leur régénération.

Incidence négative significative

Toute incidence négative dont la gravité, l'étendue, la durée, l'irréversibilité, le caractère cumulatif ou la sensibilité écologique du milieu concerné justifie une attention renforcée.

Régénération

Le processus par lequel un arbre, une population d'arbres ou un écosystème arboré retrouve ou maintient sa capacité à se renouveler dans des conditions écologiquement fonctionnelles.

Restauration

L'ensemble des actions destinées à permettre à un milieu dégradé de retrouver ses fonctions écologiques, ses dynamiques biologiques et sa capacité de régénération.

Contribution

Toute action volontaire engagée au-delà du traitement des propres incidences de l'entreprise en faveur de la connaissance, de la conservation, de la protection, de la régénération ou de la restauration d'arbres, de forêts ou d'écosystèmes arborés.

Compensation

Toute mesure destinée, dans les conditions prévues par le droit applicable ou par un dispositif particulier, à répondre à une incidence négative résiduelle après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction. La reconnaissance juridique éventuelle d'une mesure compensatoire ne vaut pas, au titre des présents Engagements, constat d'une équivalence écologique entre le milieu affecté et le milieu protégé, restauré ou créé.

CINQ PRINCIPES D'EFFECTIVITÉ

1. UNIVERSALITÉ ET PROPORTIONNALITÉ

Les mêmes principes s'appliquent à toutes les entreprises qui les adoptent. La nature, l'intensité et les moyens de leur mise en œuvre sont proportionnés aux activités, aux incidences et aux capacités de l'entreprise. La proportionnalité concerne les modalités de mise en œuvre, non la possibilité de sélectionner les Engagements.

2. PRÉVENTION ET DILIGENCE

L'effectivité commence avant l'atteinte. L'entreprise identifie les incidences négatives réelles ou raisonnablement prévisibles, hiérarchise les situations prioritaires et agit selon une logique de prévention. La séquence générale est : éviter d'abord ; réduire lorsque l'évitement complet n'est pas possible ; réparer, régénérer ou restaurer lorsque des atteintes subsistent ou se sont produites.

3. NON-SUBSTITUTION ÉCOLOGIQUE

Aucune action de protection, de conservation, de régénération, de restauration, de plantation ou de financement réalisée en un lieu ne peut être invoquée, au titre des présents Engagements, comme conférant par elle-même un droit à détruire, dégrader ou fragmenter un arbre, une forêt ou un écosystème arboré en un autre lieu. L'équivalence quantitative, surfacique, financière ou carbone ne présume pas l'équivalence écologique. Cette disposition s'applique sans préjudice des effets juridiques que le droit applicable attache à des mesures de compensation légalement prescrites ou autorisées.

4. ADDITIONNALITÉ

Une contribution volontaire à la protection ou à la restauration du vivant ne se substitue pas au traitement des incidences de l'entreprise. Les contributions extérieures constituent des actions supplémentaires et ne remplacent ni la prévention, ni la réduction, ni la réparation ou la restauration requises.

5. TEMPORALITÉ DU VIVANT

Le temps de l’Arbre et de la forêt excède celui d’un exercice comptable, d’un mandat de dirigeant, d’un investissement ou d’une campagne de communication. La réussite d’une action s’apprécie, lorsque cela est pertinent, au regard de la survie, du développement, du fonctionnement écologique et de la capacité de régénération observés dans le temps.

LES QUINZE ENGAGEMENTS

GOUVERNER | CONNAÎTRE | AGIR | PRÉSERVER | TRANSMETTRE

GOUVERNER

Inscrire les droits de l'Arbre dans la décision

1 Intégrer la Déclaration dans la gouvernance de l'entreprise

L'entreprise intègre progressivement les principes de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre dans les politiques, procédures et processus décisionnels susceptibles d'avoir une incidence négative significative sur les arbres, les forêts ou les écosystèmes arborés.

Elle veille à ce que ces principes soient pris en considération avant les décisions importantes, au niveau de gouvernance approprié, notamment en matière de stratégie, d'investissement, d'immobilier, d'infrastructures, d'achats, d'approvisionnements, de produits, de projets et de relations d'affaires.

2 Identifier les responsabilités et assurer les moyens de mise en œuvre

L'entreprise désigne une ou plusieurs personnes ou fonctions chargées de coordonner la mise en œuvre des Quinze Engagements.

Elle leur assure un accès approprié aux informations nécessaires, aux organes de décision compétents et à des moyens proportionnés à la taille de l'entreprise, à ses activités et à l'importance de ses incidences. La désignation d'un responsable opérationnel ne décharge pas les organes dirigeants des responsabilités attachées aux décisions relevant de leur compétence.

3 Organiser l’alerte, le dialogue et l’examen indépendant

L’entreprise met en place ou identifie un mécanisme accessible permettant de signaler de bonne foi une incidence négative significative réelle ou potentielle concernant un arbre, une forêt ou un écosystème arboré.

Elle interdit toute mesure de représailles relevant de son contrôle à l’encontre d’une personne ayant effectué de bonne foi un signalement et prend les mesures raisonnables permettant, lorsque cela est nécessaire, d’en préserver la confidentialité.

Lorsqu’une décision présente des enjeux écologiques importants, complexes ou sérieusement contestés, l’entreprise recherche une expertise extérieure indépendante et pluraliste adaptée à la nature de la question. Elle peut, dans les conditions prévues par le Cadre officiel, solliciter la contribution de l’Assemblée de l’Arbre.

CONNAÎTRE

Comprendre avant d’agir

4 Cartographier les interactions, dépendances et incidences

L’entreprise procède d’abord, sur la base des informations raisonnablement disponibles, à une analyse générale destinée à identifier les activités, territoires, matières, produits, services, financements et relations dans lesquels des incidences négatives significatives sont les plus susceptibles de se produire.

Elle approfondit ensuite l’analyse des domaines prioritaires ainsi identifiés. Cette démarche porte, selon la pertinence, sur les sites et terrains, constructions et infrastructures, activités et procédés, produits et services, achats et approvisionnements, investissements et financements, relations d’affaires et chaînes de valeur.

5 Développer la traçabilité des activités et approvisionnements à risque

L’entreprise développe une traçabilité proportionnée des matières, produits, activités, financements et relations d’affaires susceptibles de contribuer notamment à la destruction d’arbres, à la déforestation, à la conversion ou à la dégradation des forêts, à la fragmentation des écosystèmes, à la dégradation des sols, à l’altération des régimes hydrologiques ou à la réduction significative de la capacité de régénération d’un milieu.

Lorsque l’information est inexistante ou insuffisante, elle met en œuvre une démarche progressive destinée à améliorer sa connaissance de l’origine, des conditions de production et des incidences associées. L’absence d’information ne doit pas être assimilée à l’absence de risque.

6 Établir un état initial, hiérarchiser les priorités et fixer des objectifs

L’entreprise établit un état initial proportionné permettant d’identifier ses principaux enjeux relatifs aux droits de l’Arbre.

Elle hiérarchise les incidences en tenant notamment compte de leur gravité, de leur étendue, de leur durée, de leur caractère cumulatif, de leur réversibilité ou irréversibilité, de la vulnérabilité et de la valeur écologique des milieux concernés ainsi que de sa capacité à prévenir, réduire ou faire cesser l’incidence.

À partir de cet état initial, elle définit des priorités et des objectifs assortis, lorsque cela est pertinent, d’échéances et d’indicateurs permettant d’apprécier non seulement les actions entreprises, mais également les résultats effectivement obtenus.

AGIR

Faire de la prévention le premier acte de responsabilité

7 Évaluer avant de décider, éviter avant de réduire

Tout projet ou décision susceptible de provoquer une incidence négative significative fait l'objet, en amont, d'une analyse proportionnée de ses conséquences.

Cette analyse examine notamment, lorsque cela est pertinent, les solutions alternatives, les possibilités d'évitement, les effets directs, indirects et cumulatifs, les sols, l'eau, les habitats, la biodiversité, les continuités écologiques, la capacité de régénération ainsi que les conséquences à moyen et long terme.

Lorsque l'atteinte peut être raisonnablement évitée, l'évitement est privilégié. Lorsqu'elle ne peut être entièrement évitée, l'entreprise en réduit l'intensité, l'étendue et la durée et documente les principaux éléments ayant conduit à sa décision.

8 Préserver les conditions vitales des arbres

Dans les espaces qu'elle possède, occupe, aménage, exploite ou gère, l'entreprise ne limite pas la protection de l'Arbre à la conservation visible de son tronc et de sa couronne.

Elle prend en considération, selon les situations, les systèmes racinaires, les sols vivants, la disponibilité et le fonctionnement de l'eau, l'espace nécessaire au développement, les communautés biologiques associées, les continuités écologiques ainsi que les conditions permettant la croissance, l'intégrité et la régénération.

9 Mobiliser les achats, les contrats, les financements et les relations d'affaires

L'entreprise utilise les leviers économiques et contractuels dont elle dispose afin de prévenir et de réduire les incidences négatives significatives concernant les arbres et les écosystèmes arborés.

Elle peut notamment intégrer à ses achats, contrats, financements, investissements et relations fournisseurs des exigences relatives à la traçabilité, à la prévention de la déforestation et de la dégradation, à la protection des milieux, à la correction des atteintes, au suivi et à la transparence.

Lorsqu'elle ne dispose pas d'un contrôle direct, elle exerce l'influence raisonnablement disponible compte tenu de sa position économique et contractuelle. Elle veille à ce que les exigences transmises à ses partenaires, notamment aux petites et moyennes entreprises, demeurent proportionnées et n'entraînent pas, sans accompagnement approprié, des charges de connaissance, de contrôle ou de vérification manifestement disproportionnées à leurs moyens.

PRÉSERVER

Protéger l’existant avant de prétendre le remplacer

10 Donner priorité à l’existant et protéger l’irremplaçable

L’entreprise donne priorité au maintien des arbres et écosystèmes arborés existants et examine les solutions alternatives techniquement et juridiquement réalisables au regard de l’importance écologique du milieu concerné.

Elle accorde une attention renforcée aux arbres anciens, remarquables ou vétérans, aux forêts anciennes ou primaires, aux habitats critiques, aux milieux rares ou fortement vulnérables, aux continuités écologiques majeures ainsi qu’aux structures dont les caractéristiques essentielles ne peuvent être raisonnablement reconstituées dans un horizon écologique pertinent.

Lorsque l’analyse établit qu’une atteinte grave concernerait un milieu présentant de telles caractéristiques, l’évitement constitue le principe de décision, sous réserve des impératifs légitimes définis dans la section relative à l’objet et à la portée.

11 Réparer, régénérer et restaurer les fonctions écologiques

Lorsqu’une atteinte s’est produite, l’entreprise recherche, selon sa responsabilité et ses capacités d’action, la réparation de ses conséquences et la récupération des fonctions écologiques affectées.

La restauration prend en considération les sols, l’eau, les communautés biologiques, les habitats, les continuités écologiques, la diversité et la capacité de régénération du milieu.

Lorsque les conditions écologiques le permettent, la régénération naturelle ou assistée est examinée avant de recourir systématiquement à la plantation. Lorsqu’une plantation est nécessaire, elle constitue un moyen au service de la restauration, et non, par elle-même, la preuve de sa réussite.

12 Contribuer sans créer de droit à détruire

L’entreprise peut contribuer volontairement, au-delà du traitement de ses propres incidences, à la connaissance, à la conservation, à la protection, à la régénération ou à la restauration d’arbres, de forêts et d’écosystèmes arborés.

Ces contributions sont additionnelles. Elles ne créent aucun droit à détruire, dégrader ou fragmenter ailleurs et ne peuvent être présentées, par leur seule existence, comme effaçant une incidence distincte.

L’achat, la détention ou le financement de crédits carbone, de crédits biodiversité, de certificats ou d’unités environnementales ne constitue pas, à lui seul, la mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l’Arbre ou des présents Engagements.

TRANSMETTRE

Inscrire l’entreprise dans le temps du vivant

13 Assurer la continuité des engagements et des connaissances

L’entreprise inscrit la mise en œuvre des droits de l’Arbre dans une perspective dépassant les changements de dirigeants, d’organisation, de stratégie ou de programme budgétaire.

Elle organise la conservation et la transmission des connaissances, des données, des responsabilités, des objectifs, des engagements contractuels et des mesures de suivi nécessaires. Les décisions portant sur des arbres ou des écosystèmes dont l’évolution nécessite plusieurs décennies sont appréciées selon une temporalité compatible avec celle du vivant.

14 Mesurer, rendre compte et corriger

L’entreprise évalue régulièrement la mise en œuvre des présents Engagements et rend accessibles, selon des modalités proportionnées et dans le respect du droit applicable, les informations permettant d’en apprécier l’effectivité.

Elle distingue clairement ce qui est promis, ce qui est réalisé, ce qui est mesuré et ce qui reste à accomplir. Une action ponctuelle, une plantation, une contribution financière ou un projet isolé ne peut être présenté comme attestant, à lui seul, de la mise en œuvre générale des Quinze Engagements.

Lorsque des écarts significatifs sont identifiés, l’entreprise analyse leurs causes et adopte des mesures correctrices proportionnées.

15 Transmettre un patrimoine vivant préservé ou amélioré

Lorsqu’elle possède, occupe, exploite ou gère durablement des espaces arborés, l’entreprise veille à transmettre un patrimoine vivant dont l’intégrité écologique est au minimum préservée et, lorsque cela est possible, améliorée.

Lorsqu’une activité, une implantation ou un actif est cédé, réorganisé ou transmis, elle recherche la continuité des mesures essentielles déjà engagées. Dans ses chaînes de valeur et relations d’affaires, elle recherche de même la pérennité des transformations obtenues afin que leurs bénéfices ne disparaissent pas avec l’achèvement d’un programme, d’un contrat ou d’un financement ponctuel.

Transmettre signifie ne pas reporter sur les générations suivantes la dégradation que l’entreprise avait la capacité raisonnable de prévenir aujourd’hui.

ADOPTION, MISE EN ŒUVRE ET PREUVE

Adoption intégrale

L'adoption porte sur la Déclaration universelle des droits de l'Arbre et sur l'intégralité des Quinze Engagements. Ils ne peuvent faire l'objet d'une sélection, d'une réécriture unilatérale ou de réserves destinées à en modifier le principe. La mise en œuvre, en revanche, est progressive et proportionnée.

Acte d'adoption

L'adoption résulte d'une décision prise par l'organe, le représentant ou l'autorité interne compétente pour engager l'entreprise. L'acte identifie au minimum la dénomination juridique, le périmètre couvert, la version adoptée, la date d'effet et la fonction chargée de coordonner la mise en œuvre.

Plan de mise en œuvre

Dans un délai raisonnable suivant l'adoption, normalement dans les douze mois sauf circonstance objectivement justifiée, l'entreprise établit un état initial, identifie ses priorités, fixe ses objectifs, ses indicateurs et son calendrier de mise en œuvre.

Nature des exigences

Sauf lorsqu'un résultat déterminé est expressément exigé, les Engagements relatifs à l'identification, à la prévention, à la transformation des pratiques, aux relations d'affaires et à la restauration imposent une démarche documentée, proportionnée aux circonstances ; ils ne constituent pas une garantie absolue qu'aucune incidence négative ne se produira. En revanche, l'intégrité du texte adopté, l'identification du périmètre et l'exactitude des informations communiquées doivent pouvoir être établies objectivement.

Preuve et transparence

L'entreprise conserve des éléments permettant de documenter les principales étapes de sa mise en œuvre. Toute communication publique relative à son adoption distingue clairement l'adoption du texte, les actions entreprises et les résultats effectivement constatés.

Confidentialité et données

Les exigences de connaissance, de traçabilité, d'examen et de transparence sont mises en œuvre dans le respect des règles applicables à la protection des données personnelles, au secret des affaires, à la confidentialité contractuelle et à la sécurité. Ces protections ne peuvent toutefois être invoquées de manière abusive pour présenter comme vérifiée une information qui ne l'est pas ou pour dissimuler une incidence qui doit légalement être divulguée.

Absence de certification

L'adoption des Quinze Engagements ne constitue ni une certification environnementale de l'entreprise, ni un label de conformité générale, ni une validation de l'ensemble de ses activités par La Compagnie des Papillons Bleus. Les modalités détaillées de reconnaissance institutionnelle, de registre, d'usage des signes et de communication relèvent d'instruments distincts.

PORTÉE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE

La Déclaration universelle des droits de l'Arbre et les Quinze Engagements constituent un cadre volontaire d'effectivité. Ils ne confèrent pas, par eux-mêmes, de personnalité juridique aux arbres, ne créent pas de qualité générale pour agir en justice, ne transfèrent aucune compétence appartenant aux autorités publiques et ne remplacent aucune obligation légale, réglementaire, administrative ou contractuelle applicable.

L'adoption ne confère aucun mandat de représentation de La Compagnie des Papillons Bleus, de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre ou de l'Assemblée de l'Arbre et ne crée aucun partenariat institutionnel ou commercial implicite.

L'adoption ne confère aucun droit général d'utilisation des logos, emblèmes, marques ou autres signes distinctifs de la Déclaration, de La Compagnie des Papillons Bleus ou de l'Assemblée de l'Arbre. Leur utilisation demeure soumise aux règles et autorisations distinctes définies par La Compagnie des Papillons Bleus.

Aucune disposition des présents Engagements n'autorise ni ne requiert l'échange entre entreprises concurrentes d'informations commercialement sensibles, la coordination des prix, des volumes, des marchés, des clients ou des stratégies commerciales, ni aucune pratique contraire au droit de la concurrence applicable.

Les effets juridiques éventuels de la décision d'adoption, des déclarations publiques de l'entreprise ou d'un protocole distinct conclu avec La Compagnie des Papillons Bleus demeurent déterminés par le droit qui leur est applicable.

INTÉGRITÉ, VERSIONS ET AUTORITÉ DU TEXTE

La Compagnie des Papillons Bleus, organisation fondatrice et officiellement porteuse de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre et de son développement institutionnel, assure l'identification, la conservation et l'administration institutionnelle des versions officielles du présent instrument.

Chaque version officielle est identifiée par un numéro et une date. Aucune entreprise ne peut modifier le texte officiel tout en continuant à présenter la version modifiée comme constituant les Quinze Engagements des entreprises.

Le présent document réunit en un instrument unique la version française de référence et ses traductions institutionnelles officielles en anglais, espagnol et portugais. Les quatre versions conservent la même structure et la même numérotation. La publication du présent document sous l'autorité de La Compagnie des Papillons Bleus vaut validation institutionnelle des quatre versions qu'il contient. En cas de divergence d'interprétation résultant exclusivement de la traduction, la version française sert de référence pour déterminer le sens institutionnel de l'Engagement concerné, sans préjudice du droit impératif applicable.

Le signe graphique principal de la Déclaration est reproduit dans le présent document dans sa version française d'origine. Toute adaptation linguistique ou graphique distincte relève d'une validation séparée de La Compagnie des Papillons Bleus.

CONCLUSION ET CONTACT OFFICIEL

Adopter la Déclaration universelle des droits de l'Arbre ne consiste pas, pour une entreprise, à afficher une intention. Cela signifie accepter de transformer progressivement la manière dont certaines décisions sont préparées, prises, mises en œuvre et évaluées.

Les Quinze Engagements proposent une méthode : gouverner pour faire entrer les principes dans la décision ; connaître pour rendre visibles les dépendances et les incidences ; agir pour prévenir les atteintes ; préserver pour reconnaître que le vivant existant ne se réduit pas à une équivalence comptable ; transmettre pour inscrire la responsabilité économique dans le temps du vivant.

CONTRIBUER N'EST PAS COMPENSER. — L'équivalence quantitative ne présume pas l'équivalence écologique.

CONTACT OFFICIEL

La Compagnie des Papillons Bleus — Association française loi 1901

RNA : W751188557

8 ter, rue Jonquoy — 75014 Paris — France

Ricardo Rey — Auteur et initiateur de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre — Fondateur de l'Assemblée de l'Arbre — Président de La Compagnie des Papillons Bleus

Courriel : presidence@ciedespapillonsbleus.org

Site officiel : www.duda-udtr.org

Téléphone : +33 6 20 56 81 39

ENGLISH

THE FIFTEEN COMMITMENTS FOR BUSINESSES

Giving Effect to the Universal Declaration of Tree Rights

OFFICIAL · OFFICIEL · OFICIAL

VERSION 1.0 · 8 August 2026 · UDTR-15E-INT-2026-01

Back to the general contents ↑

CONTENTS — ENGLISH VERSION

PREAMBLE →

THE THREE ARTICLES OF THE DECLARATION →

PURPOSE AND SCOPE →

DEFINITIONS →

FIVE PRINCIPLES OF EFFECTIVE IMPLEMENTATION →

THE FIFTEEN COMMITMENTS →

ADOPTION, IMPLEMENTATION AND EVIDENCE →

LEGAL AND INSTITUTIONAL SCOPE →

INTEGRITY, VERSIONS AND AUTHORITY OF THE TEXT →

CONCLUSION AND OFFICIAL CONTACT →

PREAMBLE

The Universal Declaration of Tree Rights sets out a framework of principles intended to transform the relationship between human societies and the Tree. These Fifteen Commitments give those principles a level of practical effect specific to businesses.

Through their sites, construction, infrastructure, products and services, purchasing, sourcing, financing, investments and business relationships, businesses may exert considerable direct or indirect influence on Trees, forests and wooded ecosystems, as well as on the soils, water, biological communities and ecological connectivity on which their existence, growth, integrity and regeneration depend.

This responsibility cannot be reduced to tree planting, the accounting of wooded areas or carbon measurement alone.

A Tree is not an interchangeable unit.

A forest is not merely a sum of Trees.

A living ecosystem cannot be reduced to an amount of carbon.

THE THREE ARTICLES OF THE DECLARATION

ARTICLE 1

The Tree is a sentient living being, a source of Life and a common good of humanity.

ARTICLE 2

Life on the planet depends upon the existence of the Tree.

ARTICLE 3

Human beings must act with the Tree in a spirit of fraternity and solidarity.

PURPOSE AND SCOPE

The Fifteen Commitments for Businesses constitute a voluntary international framework for giving effect to the Universal Declaration of Tree Rights.

Their purpose is to progressively integrate the principles of the Declaration into corporate governance, activities, projects, sites, infrastructure, purchasing, sourcing, products and services, financing, investments, business relationships and, where relevant, value chains.

Universality and proportionality

The text of the Fifteen Commitments is common to all businesses that adopt it. Implementation arrangements are proportionate to the size, sector, organisation, locations and resources of the business, the nature and severity of its impacts, and the degree of control or leverage actually available to it.

Scope of adoption

Every adoption must precisely identify the legal entity or entities, activities and, where applicable, locations included within its scope. Adoption by a parent company does not, in itself, constitute adoption by each subsidiary or investee entity.

Applicable law

The Commitments are implemented in accordance with the law applicable to the business, its activities, its business relationships and the territories concerned. Where a mandatory rule imposes a more stringent obligation or level of protection, that rule remains fully applicable.

Conflict and continuity

Where a provision cannot be implemented because of a mandatory rule of applicable law, that circumstance does not affect the remaining Commitments. Where relevant, the business documents the difficulty and seeks lawful means of pursuing the objective of the Commitment concerned.

Reconciliation with legitimate imperatives

The Commitments do not prevent measures genuinely necessary to protect life and physical safety, ensure infrastructure safety, prevent serious harm, address a health risk or comply with a mandatory legal obligation. In such situations, the business seeks the solution that causes the least reasonably possible harm to Trees and the conditions necessary for their existence.

DEFINITIONS

Business

Any legal entity or organisation carrying on an economic activity and adopting the Universal Declaration of Tree Rights and these Commitments, subject to the law applicable to its legal form.

Scope of adoption

The precisely identified set of entities, activities and locations covered by the adoption decision.

Value chain

The activities, sourcing arrangements, operations and relationships upstream or downstream of the business's own activities that are relevant to the impacts under consideration.

Business relationship

Any professional, commercial, financial or contractual relationship through which the business exercises, or can reasonably exercise, influence over an activity capable of affecting Trees or wooded ecosystems.

Adverse impact

Any actual or reasonably foreseeable detrimental effect arising directly or indirectly from a decision, activity, project, product, service, investment or business relationship and affecting a Tree, forest, wooded ecosystem or the ecological conditions necessary for their existence and regeneration.

Significant adverse impact

Any adverse impact whose severity, scale, duration, irreversibility, cumulative nature or the ecological sensitivity of the affected environment warrants heightened attention.

Regeneration

The process by which a Tree, Tree population or wooded ecosystem recovers or maintains its capacity to renew itself under ecologically functional conditions.

Restoration

Actions intended to enable a degraded environment to recover its ecological functions, biological dynamics and regenerative capacity.

Contribution

Any voluntary action undertaken beyond addressing the business's own impacts in support of knowledge, conservation, protection, regeneration or restoration of Trees, forests or wooded ecosystems.

Compensation

Any measure intended, under applicable law or a specific scheme, to address a residual adverse impact after avoidance and reduction measures have been implemented. Any legal recognition of a compensatory measure does not, for the purposes of these Commitments, establish ecological equivalence between the affected environment and the environment protected, restored or created.

FIVE PRINCIPLES OF EFFECTIVE IMPLEMENTATION

1. UNIVERSALITY AND PROPORTIONALITY

The same principles apply to all businesses that adopt them. The nature, intensity and resources devoted to implementation are proportionate to the business's activities, impacts and capacities. Proportionality concerns the means of implementation, not the ability to select among the Commitments.

2. PREVENTION AND DUE DILIGENCE

Effective implementation begins before harm occurs. The business identifies actual or reasonably foreseeable adverse impacts, prioritises the situations requiring attention and acts preventively. The general sequence is: avoid first; reduce where complete avoidance is not possible; repair, regenerate or restore where impacts remain or have occurred.

3. ECOLOGICAL NON-SUBSTITUTION

No action involving protection, conservation, regeneration, restoration, planting or financing carried out in one place may, for the purposes of these Commitments, be invoked as, by itself, conferring any entitlement to destroy, degrade or fragment a Tree, forest or wooded ecosystem elsewhere. Quantitative, surface-area, financial or carbon equivalence does not presume ecological equivalence. This principle is without prejudice to the legal effects that applicable law may attach to compensation measures lawfully required or authorised.

4. ADDITIONALITY

A voluntary contribution to the protection or restoration of the living world does not replace the business's responsibility to address its own impacts. External contributions are additional actions and do not replace prevention, reduction, remediation or restoration where these are required.

5. THE TIMESCALE OF LIVING SYSTEMS

The timescale of Trees and forests extends beyond an accounting period, a leadership term, an investment cycle or a communications campaign. Where relevant, success is assessed over time by reference to survival, development, ecological functioning and regenerative capacity.

THE FIFTEEN COMMITMENTS

GOVERN | UNDERSTAND | ACT | PRESERVE | TRANSMIT

GOVERN

Embed Tree Rights in decision-making

1 Integrate the Declaration into corporate governance

The business progressively integrates the principles of the Universal Declaration of Tree Rights into policies, procedures and decision-making processes capable of generating significant adverse impacts on Trees, forests or wooded ecosystems.

It ensures that these principles are considered before major decisions, at the appropriate level of governance, including in relation to strategy, investment, real estate, infrastructure, purchasing, sourcing, products, projects and business relationships.

2 Identify responsibilities and provide implementation resources

The business designates one or more persons or functions responsible for coordinating implementation of the Fifteen Commitments.

It provides them with appropriate access to relevant information, competent decision-making bodies and resources proportionate to the size, activities and significance of the business's impacts. The appointment of an operational lead does not release governing bodies from responsibility for decisions falling within their competence.

3 Organise reporting, dialogue and independent review

The business establishes or identifies an accessible mechanism enabling good-faith reporting of an actual or potential significant adverse impact concerning a Tree, forest or wooded ecosystem.

It prohibits retaliatory measures within its control against a person who makes a good-faith report and takes reasonable measures, where necessary, to preserve confidentiality.

Where a decision raises major, complex or seriously contested ecological issues, the business seeks appropriate independent external expertise reflecting a plurality of relevant disciplines and viewpoints. It may, in accordance with the Official Framework, seek the contribution of the Assembly of the Tree.

UNDERSTAND

Understand before acting

4 Map interactions, dependencies and impacts

Using reasonably available information, the business first conducts a general assessment to identify the activities, territories, materials, products, services, financing arrangements and relationships in which significant adverse impacts are most likely to occur.

It then conducts a deeper assessment of the priority areas identified. As relevant, this process covers sites and land, buildings and infrastructure, activities and processes, products and services, purchasing and sourcing, investments and financing, business relationships and value chains.

5 Develop traceability for higher-risk activities and sourcing

The business develops proportionate traceability for materials, products, activities, financing and business relationships that may contribute, in particular, to Tree destruction, deforestation, forest conversion or degradation, ecosystem fragmentation, soil degradation, altered hydrological regimes or a significant reduction in an ecosystem's regenerative capacity.

Where information is unavailable or insufficient, it progressively improves its knowledge of origin, production conditions and associated impacts. Lack of information must not be equated with absence of risk.

6 Establish a baseline, prioritise and set objectives

The business establishes a proportionate baseline identifying its principal Tree Rights issues.

It prioritises impacts by reference, in particular, to severity, scale, duration, cumulative nature, reversibility or irreversibility, the vulnerability and ecological value of the environments concerned, and its ability to prevent, reduce or bring the impact to an end.

On that basis, it sets priorities and objectives, with timelines and indicators where relevant, allowing assessment not only of activities undertaken but also of results actually achieved.

ACT

Make prevention the first act of responsibility

7 Assess before deciding; avoid before reducing

Any project or decision capable of causing a significant adverse impact is subject, in advance, to a proportionate assessment of its consequences.

Where relevant, the assessment considers alternatives, avoidance options, direct, indirect and cumulative effects, soils, water, habitats, biodiversity, ecological connectivity, regenerative capacity and medium- and long-term consequences.

Where harm can reasonably be avoided, avoidance is prioritised. Where it cannot be fully avoided, the business reduces its intensity, scale and duration and documents the principal considerations underlying its decision.

8 Preserve the vital conditions of Trees

In spaces that it owns, occupies, develops, operates or manages, the business does not limit protection of the Tree to the visible preservation of its trunk and crown.

As appropriate, it takes into account root systems, living soils, the availability and functioning of water, space required for development, associated biological communities, ecological connectivity and the conditions necessary for growth, integrity and regeneration.

9 Use purchasing, contracts, financing and business relationships as levers

The business uses the economic and contractual levers available to it to prevent and reduce significant adverse impacts concerning Trees and wooded ecosystems.

It may incorporate into purchasing, contracts, financing, investments and supplier relationships requirements relating to traceability, prevention of deforestation and degradation, protection of ecosystems, corrective action, monitoring and transparency.

Where it lacks direct control, it uses the leverage reasonably available in light of its economic and contractual position. It ensures that requirements passed on to partners, particularly small and medium-sized enterprises, remain proportionate and do not, without appropriate support, impose knowledge, control or verification burdens manifestly disproportionate to their resources.

PRESERVE

Protect what exists before claiming to replace it

10 Prioritise existing living systems and protect the irreplaceable

The business gives priority to maintaining existing Trees and wooded ecosystems and examines technically and legally feasible alternatives in light of the ecological importance of the environment concerned.

It gives heightened attention to ancient, remarkable or veteran Trees, ancient or primary forests, critical habitats, rare or highly vulnerable environments, major ecological corridors and structures whose essential characteristics cannot reasonably be reconstituted within an ecologically relevant timeframe.

Where the assessment establishes that serious harm would affect such an environment, avoidance is the decision-making principle, subject to the legitimate imperatives defined in the section on purpose and scope.

11 Repair, regenerate and restore ecological functions

Where harm has occurred, the business seeks, in accordance with its responsibility and capacity to act, to remedy the consequences and recover the ecological functions affected.

Restoration takes account of soils, water, biological communities, habitats, ecological connectivity, diversity and the ecosystem’s regenerative capacity.

Where ecological conditions permit, natural or assisted regeneration is considered before systematic planting. Where planting is necessary, it is a means serving restoration and is not, by itself, proof of success.

12 Contribute without creating a right to destroy

Beyond addressing its own impacts, the business may voluntarily contribute to knowledge, conservation, protection, regeneration or restoration of Trees, forests and wooded ecosystems.

Such contributions are additional. They create no right to destroy, degrade or fragment elsewhere and cannot, merely by existing, be presented as cancelling a separate impact.

The purchase, holding or financing of carbon credits, biodiversity credits, certificates or environmental units does not, in itself, constitute implementation of the Universal Declaration of Tree Rights or these Commitments.

TRANSMIT

Place business responsibility within the timescale of living systems

13 Ensure continuity of commitments and knowledge

The business implements Tree Rights over a timeframe extending beyond changes in leadership, organisation, strategy or budget programmes.

It organises the preservation and transfer of knowledge, data, responsibilities, objectives, contractual commitments and monitoring measures necessary for continuity. Decisions concerning Trees or ecosystems whose development spans several decades are assessed on a timescale compatible with living systems.

14 Measure, report and correct

The business regularly evaluates implementation of these Commitments and, in accordance with applicable law and proportionate arrangements, makes accessible information enabling its effectiveness to be assessed.

It clearly distinguishes what is promised, what is done, what is measured and what remains to be achieved. A one-off action, planting programme, financial contribution or isolated project may not be presented as, by itself, demonstrating general implementation of the Fifteen Commitments.

Where significant gaps are identified, the business analyses their causes and adopts proportionate corrective measures.

15 Transmit preserved or improved living heritage

Where it owns, occupies, operates or sustainably manages wooded areas, the business seeks to pass on living heritage whose ecological integrity is at least preserved and, where possible, improved.

Where an activity, site or asset is sold, reorganised or transferred, it seeks continuity of essential measures already undertaken. Likewise, in value chains and business relationships, it seeks the durability of improvements so that their benefits do not disappear when a programme, contract or funding cycle ends.

To transmit means not shifting onto future generations degradation that the business had a reasonable capacity to prevent today.

ADOPTION, IMPLEMENTATION AND EVIDENCE

Integral adoption

Adoption covers the Universal Declaration of Tree Rights and all Fifteen Commitments. They may not be selectively adopted, unilaterally rewritten or made subject to reservations intended to alter their principle. Implementation, by contrast, is progressive and proportionate.

Adoption decision

Adoption results from a decision by the body, representative or internal authority competent to bind the business. The adoption instrument identifies at least the legal name, the scope covered, the version adopted, the effective date and the function responsible for coordinating implementation.

Implementation plan

Within a reasonable period following adoption, normally within twelve months unless objectively justified circumstances require otherwise, the business establishes a baseline, identifies priorities and sets objectives, indicators and an implementation timetable.

Nature of the requirements

Unless a specific result is expressly required, the Commitments concerning identification, prevention, transformation of practices, business relationships and restoration require a documented process proportionate to the circumstances; they do not constitute an absolute guarantee that no adverse impact will occur. By contrast, the integrity of the adopted text, identification of scope and accuracy of communications must be objectively demonstrable.

Evidence and transparency

The business retains evidence documenting the principal stages of implementation. Any public communication concerning adoption clearly distinguishes the adoption of the text, actions undertaken and results actually observed.

Confidentiality and data

Knowledge, traceability, review and transparency requirements are implemented in accordance with applicable rules on personal data, trade secrets, contractual confidentiality and security. These protections may not be invoked abusively to present unverified information as verified or to conceal an impact that must legally be disclosed.

No certification

Adoption of the Fifteen Commitments is neither an environmental certification of the business, nor a general conformity label, nor an endorsement of all its activities by La Compagnie des Papillons Bleus. Detailed rules on institutional recognition, registers, use of distinctive signs and communications are governed by separate instruments.

LEGAL AND INSTITUTIONAL SCOPE

The Universal Declaration of Tree Rights and the Fifteen Commitments form a voluntary framework for effective implementation. They do not, by themselves, confer legal personhood on Trees, create any general standing to bring legal proceedings, transfer powers belonging to public authorities or replace any applicable legal, regulatory, administrative or contractual obligation.

Adoption confers no mandate to represent La Compagnie des Papillons Bleus, the Universal Declaration of Tree Rights or the Assembly of the Tree and creates no implied institutional or commercial partnership.

Adoption confers no general right to use the logos, emblems, trademarks or other distinctive signs of the Declaration, La Compagnie des Papillons Bleus or the Assembly of the Tree. Their use remains subject to separate rules and authorisations defined by La Compagnie des Papillons Bleus.

Nothing in these Commitments authorises or requires competing businesses to exchange commercially sensitive information, coordinate prices, volumes, markets, customers or commercial strategies, or engage in any conduct contrary to applicable competition law.

Any legal effects of the adoption decision, public statements by the business or a separate protocol concluded with La Compagnie des Papillons Bleus remain governed by the law applicable to them.

INTEGRITY, VERSIONS AND AUTHORITY OF THE TEXT

La Compagnie des Papillons Bleus, the founding organisation and official steward of the Universal Declaration of Tree Rights and its institutional development, is responsible for identifying, preserving and institutionally administering the official versions of this instrument.

Each official version is identified by a version number and date. No business may alter the official text while continuing to present the altered version as the Fifteen Commitments for Businesses.

This document brings together, in a single instrument, the authoritative French source text and its official institutional translations into English, Spanish and Portuguese. All four versions retain the same structure and numbering. Publication of this document under the authority of La Compagnie des Papillons Bleus constitutes institutional validation of all four versions contained herein. In the event of a divergence of interpretation arising solely from translation, the French version serves as the reference for determining the institutional meaning of the Commitment concerned, without prejudice to any applicable mandatory law.

The Declaration's principal graphic sign is reproduced throughout this document in its original French version. Any separate linguistic or graphic adaptation requires separate validation by La Compagnie des Papillons Bleus.

CONCLUSION AND OFFICIAL CONTACT

For a business, adopting the Universal Declaration of Tree Rights is not a matter of displaying an intention. It means accepting the progressive transformation of the way certain decisions are prepared, taken, implemented and evaluated.

The Fifteen Commitments provide a method: govern so that principles enter decision-making; understand so that dependencies and impacts become visible; act so that harm is prevented; preserve so that existing living systems are not reduced to accounting equivalence; transmit so that economic responsibility is placed within the timescale of living systems.

CONTRIBUTING IS NOT COMPENSATING. — Quantitative equivalence does not presume ecological equivalence.

OFFICIAL CONTACT

La Compagnie des Papillons Bleus — Association française loi 1901

RNA: W751188557

8 ter, rue Jonquoy — 75014 Paris — France

Ricardo Rey — Author and initiator of the Universal Declaration of Tree Rights — Founder of the Assembly of the Tree — President of La Compagnie des Papillons Bleus

Email: presidence@ciedespapillonsbleus.org

Official website: www.duda-udtr.org

Telephone: +33 6 20 56 81 39

ESPAÑOL

LOS QUINCE COMPROMISOS DE LAS EMPRESAS

Para la efectividad de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol

OFFICIAL · OFFICIEL · OFICIAL

VERSION 1.0 · 8 de agosto de 2026 · UDTR-15E-INT-2026-01

Volver al índice general ↑

ÍNDICE — VERSIÓN ESPAÑOLA

PREÁMBULO →

LOS TRES ARTÍCULOS DE LA DECLARACIÓN →

OBJETO Y ÁMBITO DE APLICACIÓN →

DEFINICIONES →

CINCO PRINCIPIOS DE EFECTIVIDAD →

LOS QUINCE COMPROMISOS →

ADOPCIÓN, APLICACIÓN Y ACREDITACIÓN →

ALCANCE JURÍDICO E INSTITUCIONAL →

INTEGRIDAD, VERSIONES Y AUTORIDAD DEL TEXTO →

CONCLUSIÓN Y CONTACTO OFICIAL →

PREÁMBULO

La Declaración Universal de los Derechos del Árbol establece un marco de principios destinado a transformar la relación entre las sociedades humanas y el Árbol. Los presentes Quince Compromisos confieren a esos principios un nivel de efectividad propio de la empresa.

A través de sus implantaciones, construcciones, infraestructuras, productos y servicios, compras, abastecimientos, financiaciones, inversiones y relaciones comerciales, las empresas pueden ejercer una influencia directa o indirecta considerable sobre los Árboles, los bosques y los ecosistemas arbolados, así como sobre los suelos, el agua, las comunidades biológicas y las continuidades ecológicas de las que dependen su existencia, crecimiento, integridad y regeneración.

Esta responsabilidad no puede reducirse a la plantación de árboles, al cómputo de superficies arboladas o a la sola cuantificación del carbono.

> **Un Árbol no es una unidad intercambiable.**
>
> **Un bosque no es una suma de Árboles.**
>
> **Un ecosistema vivo no puede reducirse a una cantidad de carbono.**

LOS TRES ARTÍCULOS DE LA DECLARACIÓN

ARTÍCULO 1

El Árbol es un ser vivo sensible, fuente de Vida y bien común de la humanidad.

ARTÍCULO 2

De la existencia del Árbol depende la Vida en el planeta.

ARTÍCULO 3

El ser humano debe actuar con el Árbol en un espíritu de fraternidad y solidaridad.

OBJETO Y ÁMBITO DE APLICACIÓN

Los Quince Compromisos de las Empresas constituyen un marco voluntario de vocación internacional para la efectividad de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol.

Tienen por objeto integrar progresivamente los principios de la Declaración en la gobernanza, las actividades, los proyectos, las implantaciones, las infraestructuras, las compras, los abastecimientos, los productos y servicios, las financiaciones, las inversiones, las relaciones comerciales y, cuando resulte pertinente, las cadenas de valor de la empresa.

Universalidad y proporcionalidad

El texto de los Quince Compromisos es común a todas las empresas que lo adoptan. Las modalidades de aplicación son proporcionales al tamaño, sector, organización, implantaciones y medios de la empresa, a la naturaleza y gravedad de sus impactos y al grado de control o influencia del que disponga efectivamente.

Ámbito de la adopción

Toda adopción identifica con precisión la entidad o entidades jurídicas, las actividades y, en su caso, las implantaciones comprendidas en su ámbito. La adopción por una sociedad matriz no equivale, por sí sola, a la adopción por cada una de sus filiales o participadas.

Derecho aplicable

Los Compromisos se aplican respetando el derecho aplicable a la empresa, a sus actividades, a sus relaciones comerciales y a los territorios afectados. Cuando una norma imperativa imponga una obligación o un nivel de protección más exigente, dicha norma seguirá siendo plenamente aplicable.

Conflicto y continuidad

Cuando una disposición no pueda aplicarse debido a una norma imperativa del derecho aplicable, esta circunstancia no afectará a los demás Compromisos. Cuando resulte pertinente, la empresa documentará la dificultad y buscará vías lícitas que permitan perseguir el objetivo del Compromiso afectado.

Conciliación con imperativos legítimos

Los Compromisos no impiden las medidas realmente necesarias para proteger la vida y la integridad física de las personas, garantizar la seguridad de las infraestructuras, prevenir un daño grave, afrontar un riesgo sanitario o cumplir una obligación legal imperativa. En tales situaciones, la empresa buscará la solución que cause el menor perjuicio razonablemente posible a los Árboles y a las condiciones necesarias para su existencia.

DEFINICIONES

Empresa

Toda persona jurídica u organización que ejerza una actividad económica y adopte la Declaración Universal de los Derechos del Árbol y los presentes Compromisos, con sujeción al derecho aplicable a su forma jurídica.

Ámbito de la adopción

El conjunto precisamente identificado de entidades, actividades e implantaciones cubiertas por la decisión de adopción.

Cadena de valor

El conjunto de actividades, abastecimientos, operaciones y relaciones situados aguas arriba o aguas abajo de las actividades propias de la empresa que resulten pertinentes respecto de los impactos considerados.

Relación comercial

Toda relación profesional, comercial, financiera o contractual mediante la cual la empresa ejerza o pueda razonablemente ejercer una influencia sobre una actividad susceptible de afectar a los Árboles o a los ecosistemas arbolados.

Impacto negativo

Todo efecto desfavorable real o razonablemente previsible que derive directa o indirectamente de una decisión, actividad, proyecto, producto, servicio, inversión o relación comercial y afecte a un Árbol, un bosque, un ecosistema arbolado o a las condiciones ecológicas necesarias para su existencia y regeneración.

Impacto negativo significativo

Todo impacto negativo cuya gravedad, extensión, duración, irreversibilidad, carácter acumulativo o la sensibilidad ecológica del medio afectado justifique una atención reforzada.

Regeneración

El proceso mediante el cual un Árbol, una población de Árboles o un ecosistema arbolado recupera o mantiene su capacidad de renovarse en condiciones ecológicamente funcionales.

Restauración

El conjunto de acciones destinadas a permitir que un medio degradado recupere sus funciones ecológicas, sus dinámicas biológicas y su capacidad de regeneración.

Contribución

Toda acción voluntaria emprendida, más allá del tratamiento de los propios impactos de la empresa, en favor del conocimiento, la conservación, la protección, la regeneración o la restauración de Árboles, bosques o ecosistemas arbolados.

Compensación

Toda medida destinada, en las condiciones previstas por el derecho aplicable o por un régimen específico, a responder a un impacto negativo residual después de aplicar las medidas de evitación y reducción. El eventual reconocimiento jurídico de una medida compensatoria no supone, a efectos de los presentes Compromisos, constatar una equivalencia ecológica entre el medio afectado y el medio protegido, restaurado o creado.

CINCO PRINCIPIOS DE EFECTIVIDAD

1. UNIVERSALIDAD Y PROPORCIONALIDAD

Los mismos principios se aplican a todas las empresas que los adoptan. La naturaleza, la intensidad y los medios de aplicación son proporcionales a las actividades, los impactos y las capacidades de la empresa. La proporcionalidad se refiere a las modalidades de aplicación y no a la posibilidad de seleccionar los Compromisos.

2. PREVENCIÓN Y DEBIDA DILIGENCIA

La efectividad comienza antes de que se produzca el daño. La empresa identifica los impactos negativos reales o razonablemente previsibles, prioriza las situaciones que requieren atención y actúa de manera preventiva. La secuencia general es: evitar en primer lugar; reducir cuando no sea posible evitar completamente; reparar, regenerar o restaurar cuando subsistan impactos o estos ya se hayan producido.

3. NO SUSTITUCIÓN ECOLÓGICA

Ninguna acción de protección, conservación, regeneración, restauración, plantación o financiación realizada en un lugar podrá invocarse, a efectos de los presentes Compromisos, como si confiriera por sí misma un derecho a destruir, degradar o fragmentar un Árbol, un bosque o un ecosistema arbolado en otro lugar. La equivalencia cuantitativa, superficial, financiera o de carbono no presume equivalencia ecológica. Este principio se entiende sin perjuicio de los efectos jurídicos que el derecho aplicable atribuya a medidas de compensación legalmente exigidas o autorizadas.

4. ADICIONALIDAD

Una contribución voluntaria a la protección o restauración del mundo vivo no sustituye a la responsabilidad de la empresa de tratar sus propios impactos. Las contribuciones externas son acciones adicionales y no reemplazan la prevención, reducción, reparación o restauración cuando estas sean necesarias.

5. TEMPORALIDAD DE LO VIVO

El tiempo del Árbol y del bosque excede el de un ejercicio contable, un mandato directivo, un ciclo de inversión o una campaña de comunicación. Cuando resulte pertinente, el éxito se aprecia en el tiempo atendiendo a la supervivencia, el desarrollo, el funcionamiento ecológico y la capacidad de regeneración.

LOS QUINCE COMPROMISOS

GOBERNAR | CONOCER | ACTUAR | PRESERVAR | TRANSMITIR

GOBERNAR

Incorporar los Derechos del Árbol a la decisión

1 Integrar la Declaración en la gobernanza de la empresa

La empresa integra progresivamente los principios de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol en las políticas, procedimientos y procesos de decisión susceptibles de generar impactos negativos significativos sobre los Árboles, los bosques o los ecosistemas arbolados.

Velará por que dichos principios se tengan en cuenta antes de las decisiones importantes, en el nivel de gobernanza apropiado, especialmente en materia de estrategia, inversión, inmuebles, infraestructuras, compras, abastecimientos, productos, proyectos y relaciones comerciales.

2 Identificar responsabilidades y dotar medios de aplicación

La empresa designa una o varias personas o funciones responsables de coordinar la aplicación de los Quince Compromisos.

Les garantiza un acceso adecuado a la información necesaria, a los órganos de decisión competentes y a medios proporcionales al tamaño, las actividades y la importancia de los impactos de la empresa. La designación de una persona responsable en el plano operativo no libera a los órganos de dirección de las responsabilidades inherentes a las decisiones que sean de su competencia.

3 Organizar la alerta, el diálogo y el examen independiente

La empresa establece o identifica un mecanismo accesible que permita comunicar de buena fe un impacto negativo significativo, real o potencial, relativo a un Árbol, un bosque o un ecosistema arbolado.

Prohíbe toda medida de represalia bajo su control contra quien haya efectuado de buena fe una comunicación y adopta medidas razonables para preservar, cuando sea necesario, su confidencialidad.

Cuando una decisión plantee cuestiones ecológicas importantes, complejas o seriamente controvertidas, la empresa recurre a una pericia externa, independiente y plural, adecuada a la naturaleza de la cuestión. Podrá, conforme al Marco oficial, solicitar la contribución de la Asamblea del Árbol.

CONOCER

Comprender antes de actuar

4 Cartografiar interacciones, dependencias e impactos

A partir de la información razonablemente disponible, la empresa realiza primero un análisis general destinado a identificar las actividades, territorios, materias, productos, servicios, financiaciones y relaciones en los que sea más probable que se produzcan impactos negativos significativos.

A continuación profundiza el análisis de los ámbitos prioritarios identificados. Según resulte pertinente, este proceso abarca los centros y terrenos, edificios e infraestructuras, actividades y procesos, productos y servicios, compras y abastecimientos, inversiones y financiaciones, relaciones comerciales y cadenas de valor.

5 Desarrollar la trazabilidad de las actividades y abastecimientos de riesgo

La empresa desarrolla una trazabilidad proporcionada de materias, productos, actividades, financiaciones y relaciones comerciales susceptibles de contribuir, en particular, a la destrucción de Árboles, la deforestación, la conversión o degradación de bosques, la fragmentación de ecosistemas, la degradación de suelos, la alteración de regímenes hidrológicos o una reducción significativa de la capacidad de regeneración de un medio.

Cuando la información sea inexistente o insuficiente, mejora progresivamente su conocimiento del origen, las condiciones de producción y los impactos asociados. La falta de información no debe equipararse a la ausencia de riesgo.

6 Establecer una situación inicial, priorizar y fijar objetivos

La empresa establece una situación inicial proporcionada que permita identificar sus principales cuestiones relacionadas con los Derechos del Árbol.

Prioriza los impactos teniendo en cuenta, en particular, su gravedad, extensión, duración, carácter acumulativo, reversibilidad o irreversibilidad, la vulnerabilidad y el valor ecológico de los medios afectados, así como su capacidad para prevenir, reducir o poner fin al impacto.

Sobre esta base fija prioridades y objetivos, con plazos e indicadores cuando resulte pertinente, que permitan evaluar no solo las acciones emprendidas, sino también los resultados efectivamente obtenidos.

ACTUAR

Hacer de la prevención el primer acto de responsabilidad

7 Evaluar antes de decidir; evitar antes de reducir

Todo proyecto o decisión susceptible de causar un impacto negativo significativo será objeto, con carácter previo, de un análisis proporcionado de sus consecuencias.

Cuando resulte pertinente, el análisis examina las alternativas, las posibilidades de evitación, los efectos directos, indirectos y acumulativos, los suelos, el agua, los hábitats, la biodiversidad, las continuidades ecológicas, la capacidad de regeneración y las consecuencias a medio y largo plazo.

Cuando el daño pueda evitarse razonablemente, se prioriza la evitación. Cuando no pueda evitarse por completo, la empresa reduce su intensidad, extensión y duración y documenta los principales elementos que fundamentaron su decisión.

8 Preservar las condiciones vitales de los Árboles

En los espacios que posee, ocupa, acondiciona, explota o gestiona, la empresa no limita la protección del Árbol a la conservación visible de su tronco y su copa.

Según las circunstancias, tiene en cuenta los sistemas radiculares, los suelos vivos, la disponibilidad y funcionamiento del agua, el espacio necesario para el desarrollo, las comunidades biológicas asociadas, las continuidades ecológicas y las condiciones que permiten el crecimiento, la integridad y la regeneración.

9 Movilizar las compras, contratos, financiaciones y relaciones comerciales

La empresa utiliza las palancas económicas y contractuales de las que dispone para prevenir y reducir los impactos negativos significativos relativos a los Árboles y los ecosistemas arbolados.

Puede incorporar en sus compras, contratos, financiaciones, inversiones y relaciones con proveedores requisitos relativos a la trazabilidad, la prevención de la deforestación y la degradación, la protección de los medios, la corrección de los daños, el seguimiento y la transparencia.

Cuando no disponga de control directo, ejercerá la influencia razonablemente disponible atendiendo a su posición económica y contractual. Velará por que los requisitos transmitidos a sus socios, en particular a las pequeñas y medianas empresas, sigan siendo proporcionados y no les impongan, sin acompañamiento adecuado, cargas de conocimiento, control o verificación manifiestamente desproporcionadas respecto de sus medios.

PRESERVAR

Proteger lo existente antes de pretender sustituirlo

10 Dar prioridad a lo existente y proteger lo irremplazable

La empresa da prioridad al mantenimiento de los Árboles y ecosistemas arbolados existentes y examina alternativas técnica y jurídicamente viables atendiendo a la importancia ecológica del medio afectado.

Presta una atención reforzada a los Árboles antiguos, notables o veteranos, a los bosques antiguos o primarios, a los hábitats críticos, a los medios raros o muy vulnerables, a las grandes continuidades ecológicas y a las estructuras cuyas características esenciales no puedan reconstruirse razonablemente dentro de un horizonte ecológicamente pertinente.

Cuando el análisis determine que un daño grave afectaría a un medio con tales características, la evitación constituye el principio de decisión, sin perjuicio de los imperativos legítimos definidos en la sección relativa al objeto y ámbito de aplicación.

11 Reparar, regenerar y restaurar las funciones ecológicas

Cuando se haya producido un daño, la empresa busca, de acuerdo con su responsabilidad y capacidad de actuación, reparar sus consecuencias y recuperar las funciones ecológicas afectadas.

La restauración tiene en cuenta los suelos, el agua, las comunidades biológicas, los hábitats, las continuidades ecológicas, la diversidad y la capacidad de regeneración del medio.

Cuando las condiciones ecológicas lo permitan, se examina la regeneración natural o asistida antes de recurrir sistemáticamente a la plantación. Cuando la plantación sea necesaria, constituye un medio al servicio de la restauración y no, por sí sola, la prueba de su éxito.

12 Contribuir sin crear un derecho a destruir

Más allá del tratamiento de sus propios impactos, la empresa puede contribuir voluntariamente al conocimiento, la conservación, la protección, la regeneración o la restauración de Árboles, bosques y ecosistemas arbolados.

Estas contribuciones son adicionales. No crean derecho alguno a destruir, degradar o fragmentar en otro lugar y no pueden presentarse, por su sola existencia, como si anularan un impacto distinto.

La compra, tenencia o financiación de créditos de carbono, créditos de biodiversidad, certificados o unidades ambientales no constituye, por sí sola, la aplicación de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol ni de los presentes Compromisos.

TRANSMITIR

Inscribir la responsabilidad empresarial en los tiempos del mundo vivo

13 Garantizar la continuidad de los compromisos y los conocimientos

La empresa aplica los Derechos del Árbol con una perspectiva que trascienda los cambios de dirección, organización, estrategia o programas presupuestarios.

Organiza la conservación y transmisión de los conocimientos, datos, responsabilidades, objetivos, compromisos contractuales y medidas de seguimiento necesarios para asegurar la continuidad. Las decisiones relativas a Árboles o ecosistemas cuya evolución requiere varias décadas se evalúan según una temporalidad compatible con la de los sistemas vivos.

14 Medir, informar y corregir

La empresa evalúa periódicamente la aplicación de los presentes Compromisos y, con arreglo al derecho aplicable y mediante modalidades proporcionadas, hace accesible la información que permita apreciar su efectividad.

Distingue claramente lo prometido, lo realizado, lo medido y lo que queda por cumplir. Una acción puntual, una plantación, una contribución financiera o un proyecto aislado no puede presentarse, por sí solo, como prueba de la aplicación general de los Quince Compromisos.

Cuando se identifiquen desviaciones significativas, la empresa analiza sus causas y adopta medidas correctoras proporcionadas.

15 Transmitir un patrimonio vivo preservado o mejorado

Cuando posea, ocupe, explote o gestione de forma duradera espacios arbolados, la empresa procura transmitir un patrimonio vivo cuya integridad ecológica esté, como mínimo, preservada y, cuando sea posible, mejorada.

Cuando una actividad, implantación o activo sea cedido, reorganizado o transmitido, busca la continuidad de las medidas esenciales ya iniciadas. Del mismo modo, en sus cadenas de valor y relaciones comerciales, busca la permanencia de las mejoras logradas para que sus beneficios no desaparezcan al finalizar un programa, contrato o financiación puntual.

Transmitir significa no trasladar a las generaciones futuras una degradación que la empresa tenía una capacidad razonable de prevenir hoy.

ADOPCIÓN, APLICACIÓN Y ACREDITACIÓN

Adopción integral

La adopción comprende la Declaración Universal de los Derechos del Árbol y la totalidad de los Quince Compromisos. No podrán adoptarse selectivamente, reescribirse unilateralmente ni someterse a reservas destinadas a alterar su principio. La aplicación, en cambio, es progresiva y proporcionada.

Acto de adopción

La adopción resulta de una decisión del órgano, representante o autoridad interna competente para vincular a la empresa. El acto identifica, como mínimo, la denominación jurídica, el ámbito cubierto, la versión adoptada, la fecha de efecto y la función responsable de coordinar la aplicación.

Plan de aplicación

En un plazo razonable tras la adopción, normalmente dentro de los doce meses salvo circunstancias objetivamente justificadas, la empresa establece una situación inicial, identifica prioridades y fija objetivos, indicadores y un calendario de aplicación.

Naturaleza de las exigencias

Salvo cuando se exija expresamente un resultado determinado, los Compromisos relativos a la identificación, prevención, transformación de prácticas, relaciones comerciales y restauración requieren una actuación documentada y proporcionada a las circunstancias; no constituyen una garantía absoluta de que no se produzca ningún impacto negativo. En cambio, la integridad del texto adoptado, la identificación del ámbito y la exactitud de las comunicaciones deben poder acreditarse objetivamente.

Acreditación y transparencia

La empresa conserva elementos que documenten las principales etapas de la aplicación. Toda comunicación pública relativa a su adopción distingue claramente la adopción del texto, las acciones emprendidas y los resultados efectivamente constatados.

Confidencialidad y datos

Las exigencias de conocimiento, trazabilidad, examen y transparencia se aplican respetando las normas relativas a la protección de datos personales, secretos empresariales, confidencialidad contractual y seguridad. Estas protecciones no podrán invocarse abusivamente para presentar como verificada una información que no lo esté o para ocultar un impacto cuya divulgación sea legalmente obligatoria.

Ausencia de certificación

La adopción de los Quince Compromisos no constituye una certificación ambiental de la empresa, ni un sello general de conformidad, ni una validación de todas sus actividades por La Compagnie des Papillons Bleus. Las reglas detalladas sobre reconocimiento institucional, registros, uso de signos distintivos y comunicación se rigen por instrumentos separados.

ALCANCE JURÍDICO E INSTITUCIONAL

La Declaración Universal de los Derechos del Árbol y los Quince Compromisos constituyen un marco voluntario para su aplicación efectiva. No confieren, por sí mismos, personalidad jurídica a los Árboles, no crean legitimación general para actuar judicialmente, no transfieren competencias propias de las autoridades públicas y no sustituyen ninguna obligación legal, reglamentaria, administrativa o contractual aplicable.

La adopción no confiere mandato alguno para representar a La Compagnie des Papillons Bleus, la Declaración Universal de los Derechos del Árbol o la Asamblea del Árbol, ni crea colaboración institucional o comercial implícita alguna.

La adopción no confiere un derecho general de utilización de los logotipos, emblemas, marcas u otros signos distintivos de la Declaración, La Compagnie des Papillons Bleus o la Asamblea del Árbol. Su utilización queda sujeta a reglas y autorizaciones separadas definidas por La Compagnie des Papillons Bleus.

Ninguna disposición de los presentes Compromisos autoriza ni exige que empresas competidoras intercambien información comercialmente sensible, coordinen precios, volúmenes, mercados, clientes o estrategias comerciales, ni lleven a cabo prácticas contrarias al derecho de la competencia aplicable.

Los posibles efectos jurídicos de la decisión de adopción, de las declaraciones públicas de la empresa o de un protocolo separado celebrado con La Compagnie des Papillons Bleus se regirán por el derecho que les resulte aplicable.

INTEGRIDAD, VERSIONES Y AUTORIDAD DEL TEXTO

La Compagnie des Papillons Bleus, organización fundadora y entidad oficialmente responsable de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol y de su desarrollo institucional, garantiza la identificación, conservación y administración institucional de las versiones oficiales del presente instrumento.

Cada versión oficial se identifica mediante un número de versión y una fecha. Ninguna empresa podrá modificar el texto oficial y seguir presentando la versión modificada como si constituyera los Quince Compromisos de las Empresas.

El presente documento reúne, en un único instrumento, la versión francesa de referencia y sus traducciones institucionales oficiales al inglés, español y portugués. Las cuatro versiones conservan la misma estructura y numeración. La publicación del presente documento bajo la autoridad de La Compagnie des Papillons Bleus constituye la validación institucional de las cuatro versiones que contiene. En caso de divergencia interpretativa derivada exclusivamente de la traducción, la versión francesa servirá de referencia para determinar el sentido institucional del Compromiso de que se trate, sin perjuicio del derecho imperativo aplicable.

El signo gráfico principal de la Declaración se reproduce en este documento en su versión francesa original. Toda adaptación lingüística o gráfica diferenciada requiere una validación separada de La Compagnie des Papillons Bleus.

CONCLUSIÓN Y CONTACTO OFICIAL

Para una empresa, adoptar la Declaración Universal de los Derechos del Árbol no consiste en exhibir una intención. Significa aceptar transformar progresivamente la forma en que determinadas decisiones se preparan, adoptan, aplican y evalúan.

Los Quince Compromisos proponen un método: gobernar para incorporar los principios a la decisión; conocer para hacer visibles las dependencias y los impactos; actuar para prevenir los daños; preservar para reconocer que lo vivo existente no se reduce a una equivalencia contable; transmitir para inscribir la responsabilidad económica en el tiempo de lo vivo.

CONTRIBUIR NO ES COMPENSAR. — La equivalencia cuantitativa no presume equivalencia ecológica.

CONTACTO OFICIAL

La Compagnie des Papillons Bleus — Association française loi 1901

RNA: W751188557

8 ter, rue Jonquoy — 75014 Paris — France

Ricardo Rey — Autor e iniciador de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol — Fundador de la Asamblea del Árbol — Presidente de La Compagnie des Papillons Bleus

Correo electrónico: presidence@ciedespapillonsbleus.org

Sitio oficial: www.duda-udtr.org

Teléfono: +33 6 20 56 81 39

PORTUGUÊS

OS QUINZE COMPROMISSOS DAS EMPRESAS

Para a efetividade da Declaração Universal dos Direitos da Árvore

OFFICIAL · OFFICIEL · OFICIAL

VERSION 1.0 · 8 de agosto de 2026 · UDTR-15E-INT-2026-01

Voltar ao sumário geral ↑

SUMÁRIO — VERSÃO EM PORTUGUÊS

PREÂMBULO →

OS TRÊS ARTIGOS DA DECLARAÇÃO →

OBJETO E ÂMBITO DE APLICAÇÃO →

DEFINIÇÕES →

CINCO PRINCÍPIOS DE EFETIVIDADE →

OS QUINZE COMPROMISSOS →

ADOÇÃO, IMPLEMENTAÇÃO E COMPROVAÇÃO →

ALCANCE JURÍDICO E INSTITUCIONAL →

INTEGRIDADE, VERSÕES E AUTORIDADE DO TEXTO →

CONCLUSÃO E CONTATO OFICIAL →

PREÂMBULO

A Declaração Universal dos Direitos da Árvore estabelece um quadro de princípios destinado a transformar a relação entre as sociedades humanas e a Árvore. Os presentes Quinze Compromissos conferem a esses princípios um nível de efetividade próprio das empresas.

Por meio de suas instalações, construções, infraestruturas, produtos e serviços, compras, abastecimento, financiamentos, investimentos e relações comerciais, as empresas podem exercer influência direta ou indireta considerável sobre as Árvores, as florestas e os ecossistemas arborizados, bem como sobre os solos, a água, as comunidades biológicas e as continuidades ecológicas das quais dependem sua existência, crescimento, integridade e regeneração.

Essa responsabilidade não pode ser reduzida ao plantio de árvores, à contabilização de áreas arborizadas ou à simples quantificação do carbono.

> **Uma Árvore não é uma unidade intercambiável.**
>
> **Uma floresta não é uma soma de Árvores.**
>
> **Um ecossistema vivo não pode ser reduzido a uma quantidade de carbono.**

OS TRÊS ARTIGOS DA DECLARAÇÃO

ARTIGO 1

A Árvore é um ser vivo sensível, fonte de Vida e bem comum da humanidade.

ARTIGO 2

Da existência da Árvore depende a Vida no planeta.

ARTIGO 3

O ser humano deve agir com a Árvore num espírito de fraternidade e solidariedade.

OBJETO E ÂMBITO DE APLICAÇÃO

Os Quinze Compromissos das Empresas constituem um quadro voluntário de vocação internacional para a efetividade da Declaração Universal dos Direitos da Árvore.

Têm por objetivo integrar progressivamente os princípios da Declaração à governança, às atividades, aos projetos, às instalações, às infraestruturas, às compras, ao abastecimento, aos produtos e serviços, aos financiamentos, aos investimentos, às relações comerciais e, quando pertinente, às cadeias de valor da empresa.

Universalidade e proporcionalidade

O texto dos Quinze Compromissos é comum a todas as empresas que o adotam. As modalidades de implementação são proporcionais ao porte, setor, organização, instalações e recursos da empresa, à natureza e gravidade de seus impactos e ao grau de controle ou influência efetivamente disponível.

Âmbito da adoção

Toda adoção identifica com precisão a entidade ou entidades jurídicas, as atividades e, quando aplicável, as instalações incluídas em seu âmbito. A adoção por uma sociedade controladora não equivale, por si só, à adoção por cada uma de suas subsidiárias ou participadas.

Direito aplicável

Os Compromissos são implementados em conformidade com o direito aplicável à empresa, às suas atividades, às suas relações comerciais e aos territórios envolvidos. Quando uma norma imperativa impuser obrigação ou nível de proteção mais rigoroso, essa norma permanecerá plenamente aplicável.

Conflito e continuidade

Quando uma disposição não puder ser implementada em razão de norma imperativa do direito aplicável, essa circunstância não afetará os demais Compromissos. Quando pertinente, a empresa documentará a dificuldade e buscará meios lícitos de prosseguir o objetivo do Compromisso em questão.

Conciliação com imperativos legítimos

Os Compromissos não impedem medidas realmente necessárias à proteção da vida e da integridade física das pessoas, à segurança de infraestruturas, à prevenção de dano grave, ao enfrentamento de risco sanitário ou ao cumprimento de obrigação legal imperativa. Nessas situações, a empresa buscará a solução que cause o menor dano razoavelmente possível às Árvores e às condições necessárias à sua existência.

DEFINIÇÕES

Empresa

Toda pessoa jurídica ou organização que exerça atividade econômica e adote a Declaração Universal dos Direitos da Árvore e os presentes Compromissos, observado o direito aplicável à sua forma jurídica.

Âmbito da adoção

O conjunto precisamente identificado de entidades, atividades e instalações abrangidas pela decisão de adoção.

Cadeia de valor

O conjunto de atividades, abastecimentos, operações e relações situados a montante ou a jusante das atividades próprias da empresa e pertinentes aos impactos considerados.

Relação comercial

Toda relação profissional, comercial, financeira ou contratual por meio da qual a empresa exerça ou possa razoavelmente exercer influência sobre atividade suscetível de afetar Árvores ou ecossistemas arborizados.

Impacto negativo

Todo efeito desfavorável real ou razoavelmente previsível decorrente direta ou indiretamente de decisão, atividade, projeto, produto, serviço, investimento ou relação comercial e que afete uma Árvore, uma floresta, um ecossistema arborizado ou as condições ecológicas necessárias à sua existência e regeneração.

Impacto negativo significativo

Todo impacto negativo cuja gravidade, extensão, duração, irreversibilidade, natureza cumulativa ou sensibilidade ecológica do ambiente afetado justifique atenção reforçada.

Regeneração

O processo pelo qual uma Árvore, uma população de Árvores ou um ecossistema arborizado recupera ou mantém sua capacidade de se renovar em condições ecologicamente funcionais.

Restauração

O conjunto de ações destinadas a permitir que um ambiente degradado recupere suas funções ecológicas, suas dinâmicas biológicas e sua capacidade de regeneração.

Contribuição

Toda ação voluntária realizada além do tratamento dos próprios impactos da empresa em favor do conhecimento, conservação, proteção, regeneração ou restauração de Árvores, florestas ou ecossistemas arborizados.

Compensação

Toda medida destinada, nas condições previstas pelo direito aplicável ou por regime específico, a responder a impacto negativo residual após a implementação de medidas de prevenção e redução. O eventual reconhecimento jurídico de uma medida compensatória não constitui, para os fins dos presentes Compromissos, constatação de equivalência ecológica entre o ambiente afetado e o ambiente protegido, restaurado ou criado.

CINCO PRINCÍPIOS DE EFETIVIDADE

1. UNIVERSALIDADE E PROPORCIONALIDADE

Os mesmos princípios se aplicam a todas as empresas que os adotam. A natureza, a intensidade e os meios de implementação são proporcionais às atividades, aos impactos e às capacidades da empresa. A proporcionalidade diz respeito às modalidades de implementação, e não à possibilidade de selecionar os Compromissos.

2. PREVENÇÃO E DEVIDA DILIGÊNCIA

A efetividade começa antes do dano. A empresa identifica impactos negativos reais ou razoavelmente previsíveis, prioriza as situações que exigem atenção e atua de forma preventiva. A sequência geral é: evitar primeiro; reduzir quando a prevenção completa não for possível; reparar, regenerar ou restaurar quando os impactos persistirem ou já tiverem ocorrido.

3. NÃO SUBSTITUIÇÃO ECOLÓGICA

Nenhuma ação de proteção, conservação, regeneração, restauração, plantio ou financiamento realizada em um local poderá ser invocada, para os fins dos presentes Compromissos, como se conferisse por si mesma um direito de destruir, degradar ou fragmentar uma Árvore, uma floresta ou um ecossistema arborizado em outro local. A equivalência quantitativa, territorial, financeira ou de carbono não presume equivalência ecológica. Este princípio aplica-se sem prejuízo dos efeitos jurídicos que o direito aplicável atribua a medidas de compensação legalmente exigidas ou autorizadas.

4. ADICIONALIDADE

Uma contribuição voluntária à proteção ou restauração do mundo vivo não substitui a responsabilidade da empresa de tratar seus próprios impactos. As contribuições externas constituem ações adicionais e não substituem a prevenção, a redução, a reparação ou a restauração quando estas forem necessárias.

5. TEMPORALIDADE DO VIVO

O tempo da Árvore e da floresta ultrapassa o de um exercício contábil, um mandato de direção, um ciclo de investimento ou uma campanha de comunicação. Quando pertinente, o sucesso é avaliado ao longo do tempo considerando a sobrevivência, o desenvolvimento, o funcionamento ecológico e a capacidade de regeneração.

OS QUINZE COMPROMISSOS

GOVERNAR | CONHECER | AGIR | PRESERVAR | TRANSMITIR

GOVERNAR

Incorporar os Direitos da Árvore à decisão

1 Integrar a Declaração à governança da empresa

A empresa integra progressivamente os princípios da Declaração Universal dos Direitos da Árvore às políticas, procedimentos e processos decisórios suscetíveis de gerar impactos negativos significativos sobre Árvores, florestas ou ecossistemas arborizados.

Assegura que esses princípios sejam considerados antes das decisões importantes, no nível de governança adequado, especialmente em matéria de estratégia, investimentos, imóveis, infraestruturas, compras, abastecimento, produtos, projetos e relações comerciais.

2 Identificar responsabilidades e assegurar meios de implementação

A empresa designa uma ou mais pessoas ou funções responsáveis por coordenar a implementação dos Quinze Compromissos.

Assegura-lhes acesso adequado às informações necessárias, aos órgãos decisórios competentes e a recursos proporcionais ao porte, às atividades e à relevância dos impactos da empresa. A designação de um responsável operacional não exonera os órgãos de direção das responsabilidades associadas às decisões de sua competência.

3 Organizar o alerta, o diálogo e o exame independente

A empresa estabelece ou identifica mecanismo acessível que permita comunicar de boa-fé impacto negativo significativo, real ou potencial, relativo a uma Árvore, uma floresta ou um ecossistema arborizado.

Proíbe qualquer medida de retaliação sob seu controle contra quem tenha feito de boa-fé uma comunicação e adota medidas razoáveis para preservar, quando necessário, sua confidencialidade.

Quando uma decisão suscitar questões ecológicas importantes, complexas ou seriamente contestadas, a empresa recorre a conhecimento externo, independente e plural, adequado à natureza da questão. Poderá, de acordo com o Quadro Oficial, solicitar a contribuição da Assembleia da Árvore.

CONHECER

Compreender antes de agir

4 Mapear interações, dependências e impactos

Com base nas informações razoavelmente disponíveis, a empresa realiza primeiro uma análise geral destinada a identificar as atividades, territórios, matérias, produtos, serviços, financiamentos e relações nos quais seja mais provável a ocorrência de impactos negativos significativos.

Em seguida aprofunda a análise das áreas prioritárias identificadas. Conforme pertinente, o processo abrange instalações e terrenos, edifícios e infraestruturas, atividades e processos, produtos e serviços, compras e abastecimento, investimentos e financiamentos, relações comerciais e cadeias de valor.

5 Desenvolver a rastreabilidade das atividades e do abastecimento de risco

A empresa desenvolve rastreabilidade proporcional de matérias, produtos, atividades, financiamentos e relações comerciais suscetíveis de contribuir, em especial, para a destruição de Árvores, o desmatamento, a conversão ou degradação de florestas, a fragmentação de ecossistemas, a degradação dos solos, a alteração de regimes hidrológicos ou a redução significativa da capacidade de regeneração de um ambiente.

Quando a informação for inexistente ou insuficiente, melhora progressivamente seu conhecimento sobre a origem, as condições de produção e os impactos associados. A ausência de informação não deve ser equiparada à ausência de risco.

6 Estabelecer uma linha de base, priorizar e fixar objetivos

A empresa estabelece uma linha de base proporcional que permita identificar suas principais questões relacionadas aos Direitos da Árvore.

Prioriza os impactos considerando, em especial, sua gravidade, extensão, duração, natureza cumulativa, reversibilidade ou irreversibilidade, a vulnerabilidade e o valor ecológico dos ambientes afetados, bem como sua capacidade de prevenir, reduzir ou fazer cessar o impacto.

Com base nessa linha de base, define prioridades e objetivos, acompanhados, quando pertinente, de prazos e indicadores que permitam avaliar não apenas as ações realizadas, mas também os resultados efetivamente obtidos.

AGIR

Fazer da prevenção o primeiro ato de responsabilidade

7 Avaliar antes de decidir; evitar antes de reduzir

Todo projeto ou decisão suscetível de causar impacto negativo significativo será objeto, previamente, de análise proporcional de suas consequências.

Quando pertinente, essa análise considera alternativas, possibilidades de prevenção, efeitos diretos, indiretos e cumulativos, solos, água, habitats, biodiversidade, continuidades ecológicas, capacidade de regeneração e consequências de médio e longo prazo.

Quando o dano puder ser razoavelmente evitado, a prevenção será priorizada. Quando não puder ser completamente evitado, a empresa reduz sua intensidade, extensão e duração e documenta os principais elementos que fundamentaram sua decisão.

8 Preservar as condições vitais das Árvores

Nos espaços que possui, ocupa, desenvolve, explora ou administra, a empresa não limita a proteção da Árvore à conservação visível de seu tronco e de sua copa.

Conforme as circunstâncias, considera os sistemas radiculares, os solos vivos, a disponibilidade e o funcionamento da água, o espaço necessário ao desenvolvimento, as comunidades biológicas associadas, as continuidades ecológicas e as condições que permitem crescimento, integridade e regeneração.

9 Mobilizar compras, contratos, financiamentos e relações comerciais

A empresa utiliza as alavancas econômicas e contratuais de que dispõe para prevenir e reduzir impactos negativos significativos relativos às Árvores e aos ecossistemas arborizados.

Pode incorporar a compras, contratos, financiamentos, investimentos e relações com fornecedores requisitos relativos à rastreabilidade, à prevenção do desmatamento e da degradação, à proteção dos ambientes, à correção de danos, ao acompanhamento e à transparência.

Quando não dispuser de controle direto, exercerá a influência razoavelmente disponível considerando sua posição econômica e contratual. Assegura que as exigências transmitidas a seus parceiros, em especial às pequenas e médias empresas, permaneçam proporcionais e não lhes imponham, sem apoio adequado, encargos de conhecimento, controle ou verificação manifestamente desproporcionais aos seus recursos.

PRESERVAR

Proteger o existente antes de pretender substituí-lo

10 Dar prioridade ao existente e proteger o insubstituível

A empresa dá prioridade à manutenção das Árvores e dos ecossistemas arborizados existentes e examina alternativas técnica e juridicamente viáveis considerando a importância ecológica do ambiente afetado.

Dedica atenção reforçada às Árvores antigas, notáveis ou veteranas, às florestas antigas ou primárias, aos habitats críticos, aos ambientes raros ou altamente vulneráveis, às grandes continuidades ecológicas e às estruturas cujas características essenciais não possam ser razoavelmente reconstituídas em horizonte ecologicamente pertinente.

Quando a análise concluir que dano grave afetaria ambiente com tais características, a prevenção constitui o princípio da decisão, sem prejuízo dos imperativos legítimos definidos na seção relativa ao objeto e ao âmbito de aplicação.

11 Reparar, regenerar e restaurar funções ecológicas

Quando ocorrer dano, a empresa busca, de acordo com sua responsabilidade e capacidade de agir, reparar suas consequências e recuperar as funções ecológicas afetadas.

A restauração considera os solos, a água, as comunidades biológicas, os habitats, as continuidades ecológicas, a diversidade e a capacidade de regeneração do ambiente.

Quando as condições ecológicas permitirem, a regeneração natural ou assistida será examinada antes do recurso sistemático ao plantio. Quando o plantio for necessário, constitui um meio a serviço da restauração e não, por si só, prova de seu sucesso.

12 Contribuir sem criar um direito de destruir

Além do tratamento de seus próprios impactos, a empresa pode contribuir voluntariamente para o conhecimento, a conservação, a proteção, a regeneração ou a restauração de Árvores, florestas e ecossistemas arborizados.

Essas contribuições são adicionais. Não criam qualquer direito de destruir, degradar ou fragmentar em outro local e não podem ser apresentadas, por sua simples existência, como se anulassem impacto distinto.

A compra, a posse ou o financiamento de créditos de carbono, créditos de biodiversidade, certificados ou unidades ambientais não constitui, por si só, implementação da Declaração Universal dos Direitos da Árvore ou dos presentes Compromissos.

TRANSMITIR

Inserir a responsabilidade empresarial no tempo dos sistemas vivos

13 Assegurar a continuidade dos compromissos e dos conhecimentos

A empresa implementa os Direitos da Árvore em perspectiva que ultrapasse mudanças de dirigentes, de organização, de estratégia ou de programas orçamentários.

Organiza a conservação e a transmissão dos conhecimentos, dados, responsabilidades, objetivos, compromissos contratuais e medidas de acompanhamento necessários à continuidade. As decisões relativas a Árvores ou ecossistemas cuja evolução exija várias décadas são avaliadas segundo temporalidade compatível com a dos sistemas vivos.

14 Medir, prestar contas e corrigir

A empresa avalia regularmente a implementação dos presentes Compromissos e, em conformidade com o direito aplicável e por modalidades proporcionais, torna acessíveis informações que permitam apreciar sua efetividade.

Distingue claramente o que foi prometido, o que foi realizado, o que foi medido e o que ainda resta cumprir. Uma ação pontual, um plantio, uma contribuição financeira ou um projeto isolado não pode ser apresentado, por si só, como prova da implementação geral dos Quinze Compromissos.

Quando forem identificados desvios significativos, a empresa analisa suas causas e adota medidas corretivas proporcionais.

15 Transmitir um patrimônio vivo preservado ou melhorado

Quando possuir, ocupar, explorar ou administrar de forma duradoura espaços arborizados, a empresa procura transmitir patrimônio vivo cuja integridade ecológica esteja, no mínimo, preservada e, quando possível, melhorada.

Quando uma atividade, instalação ou ativo for cedido, reorganizado ou transferido, busca a continuidade das medidas essenciais já iniciadas. Do mesmo modo, em suas cadeias de valor e relações comerciais, busca a permanência das melhorias obtidas para que seus benefícios não desapareçam ao término de programa, contrato ou financiamento pontual.

Transmitir significa não transferir às gerações futuras uma degradação que a empresa tinha capacidade razoável de prevenir hoje.

ADOÇÃO, IMPLEMENTAÇÃO E COMPROVAÇÃO

Adoção integral

A adoção abrange a Declaração Universal dos Direitos da Árvore e a totalidade dos Quinze Compromissos. Eles não podem ser adotados seletivamente, reescritos unilateralmente nem submetidos a reservas destinadas a alterar seu princípio. A implementação, por sua vez, é progressiva e proporcional.

Ato de adoção

A adoção decorre de decisão do órgão, representante ou autoridade interna competente para vincular a empresa. O ato identifica, no mínimo, a denominação jurídica, o âmbito abrangido, a versão adotada, a data de vigência e a função responsável por coordenar a implementação.

Plano de implementação

Em prazo razoável após a adoção, normalmente em até doze meses salvo circunstâncias objetivamente justificadas, a empresa estabelece uma linha de base, identifica prioridades e fixa objetivos, indicadores e cronograma de implementação.

Natureza das exigências

Salvo quando resultado determinado for expressamente exigido, os Compromissos relativos à identificação, prevenção, transformação de práticas, relações comerciais e restauração exigem atuação documentada e proporcional às circunstâncias; não constituem garantia absoluta de que nenhum impacto negativo ocorrerá. Em contrapartida, a integridade do texto adotado, a identificação do âmbito e a exatidão das comunicações devem poder ser demonstradas objetivamente.

Comprovação e transparência

A empresa conserva elementos que documentem as principais etapas da implementação. Toda comunicação pública relativa à adoção distingue claramente a adoção do texto, as ações realizadas e os resultados efetivamente constatados.

Confidencialidade e dados

As exigências de conhecimento, rastreabilidade, exame e transparência são implementadas em conformidade com as regras aplicáveis à proteção de dados pessoais, segredos empresariais, confidencialidade contratual e segurança. Essas proteções não podem ser invocadas de forma abusiva para apresentar informação não verificada como verificada ou para ocultar impacto cuja divulgação seja legalmente obrigatória.

Ausência de certificação

A adoção dos Quinze Compromissos não constitui certificação ambiental da empresa, selo geral de conformidade nem validação de todas as suas atividades por La Compagnie des Papillons Bleus. As regras detalhadas relativas ao reconhecimento institucional, registros, uso de sinais distintivos e comunicação são disciplinadas por instrumentos separados.

ALCANCE JURÍDICO E INSTITUCIONAL

A Declaração Universal dos Direitos da Árvore e os Quinze Compromissos constituem um marco voluntário para sua implementação efetiva. Não conferem, por si mesmos, personalidade jurídica às Árvores, não criam legitimidade geral para ajuizar ações, não transferem competências pertencentes às autoridades públicas e não substituem nenhuma obrigação legal, regulamentar, administrativa ou contratual aplicável.

A adoção não confere mandato para representar La Compagnie des Papillons Bleus, a Declaração Universal dos Direitos da Árvore ou a Assembleia da Árvore e não cria parceria institucional ou comercial implícita.

A adoção não confere direito geral de utilização dos logotipos, emblemas, marcas ou outros sinais distintivos da Declaração, de La Compagnie des Papillons Bleus ou da Assembleia da Árvore. Sua utilização permanece sujeita a regras e autorizações separadas definidas por La Compagnie des Papillons Bleus.

Nenhuma disposição dos presentes Compromissos autoriza ou exige que empresas concorrentes troquem informações comercialmente sensíveis, coordenem preços, volumes, mercados, clientes ou estratégias comerciais, nem pratiquem qualquer conduta contrária ao direito da concorrência aplicável.

Os eventuais efeitos jurídicos da decisão de adoção, das declarações públicas da empresa ou de protocolo separado celebrado com La Compagnie des Papillons Bleus permanecem regidos pelo direito que lhes for aplicável.

INTEGRIDADE, VERSÕES E AUTORIDADE DO TEXTO

La Compagnie des Papillons Bleus, organização fundadora e entidade oficialmente responsável pela Declaração Universal dos Direitos da Árvore e por seu desenvolvimento institucional, assegura a identificação, a conservação e a administração institucional das versões oficiais do presente instrumento.

Cada versão oficial é identificada por número e data. Nenhuma empresa poderá modificar o texto oficial e continuar apresentando a versão modificada como se constituísse os Quinze Compromissos das Empresas.

O presente documento reúne, em um único instrumento, a versão francesa de referência e suas traduções institucionais oficiais para o inglês, o espanhol e o português. As quatro versões mantêm a mesma estrutura e numeração. A publicação deste documento sob a autoridade de La Compagnie des Papillons Bleus constitui a validação institucional das quatro versões nele contidas. Em caso de divergência de interpretação decorrente exclusivamente da tradução, a versão francesa servirá de referência para determinar o sentido institucional do Compromisso em questão, sem prejuízo das normas imperativas aplicáveis.

O principal sinal gráfico da Declaração é reproduzido neste documento em sua versão francesa original. Qualquer adaptação linguística ou gráfica distinta exige validação separada de La Compagnie des Papillons Bleus.

CONCLUSÃO E CONTATO OFICIAL

Para uma empresa, adotar a Declaração Universal dos Direitos da Árvore não consiste em exibir uma intenção. Significa aceitar transformar progressivamente a forma como determinadas decisões são preparadas, tomadas, implementadas e avaliadas.

Os Quinze Compromissos propõem um método: governar para incorporar os princípios à decisão; conhecer para tornar visíveis as dependências e os impactos; agir para prevenir danos; preservar para reconhecer que o vivo existente não se reduz a equivalência contábil; transmitir para inscrever a responsabilidade econômica no tempo do vivo.

CONTRIBUIR NÃO É COMPENSAR. — A equivalência quantitativa não presume equivalência ecológica.

CONTATO OFICIAL

La Compagnie des Papillons Bleus — Association française loi 1901

RNA: W751188557

8 ter, rue Jonquoy — 75014 Paris — France

Ricardo Rey — Autor e iniciador da Declaração Universal dos Direitos da Árvore — Fundador da Assembleia da Árvore — Presidente de La Compagnie des Papillons Bleus

E-mail: presidence@ciedespapillonsbleus.org

Site oficial: www.duda-udtr.org

Telefone: +33 6 20 56 81 39

ITALIANO

I QUINDICI IMPEGNI DELLE IMPRESE

Per l’effettività della Dichiarazione Universale dei Diritti dell’Albero

UFFICIALE · OFFICIAL · OFFICIEL · OFICIAL

VERSIONE 1.0 · 8 agosto 2026 · UDTR-15E-INT-2026-01

Torna all’indice generale

INDICE — VERSIONE ITALIANA

PREAMBOLO

I TRE ARTICOLI DELLA DICHIARAZIONE

OGGETTO E AMBITO DI APPLICAZIONE

DEFINIZIONI

CINQUE PRINCIPI DI EFFETTIVITÀ

I QUINDICI IMPEGNI

ADOZIONE, ATTUAZIONE E PROVA

PORTATA GIURIDICA E ISTITUZIONALE

INTEGRITÀ, VERSIONI E AUTORITÀ DEL TESTO

CONCLUSIONE E CONTATTO UFFICIALE

PREAMBOLO

La Dichiarazione Universale dei Diritti dell’Albero enuncia un quadro di principi volto a trasformare il rapporto tra le società umane e l’Albero. I presenti Quindici Impegni conferiscono a tali principi un livello di effettività specifico per l’impresa.

Le imprese esercitano, attraverso i propri insediamenti, costruzioni, infrastrutture, prodotti e servizi, acquisti, approvvigionamenti, finanziamenti, investimenti e relazioni d’affari, un’influenza diretta o indiretta sugli Alberi, sulle foreste e sugli ecosistemi alberati, nonché sui suoli, sull’acqua, sulle comunità biologiche e sulle continuità ecologiche da cui dipendono la loro esistenza, crescita, integrità e rigenerazione.

Questa responsabilità non può essere ridotta alla piantumazione di alberi, alla contabilizzazione delle superfici boscate o alla sola quantificazione del carbonio.

Un Albero non è un’unità intercambiabile.
Una foresta non è una somma di Alberi.
Un ecosistema vivente non può essere ridotto a una quantità di carbonio.

I TRE ARTICOLI DELLA DICHIARAZIONE

ARTICOLO 1

L’Albero è un essere vivente sensibile, fonte di Vita e bene comune dell’umanità.

ARTICOLO 2

Dall’esistenza dell’Albero dipende la Vita sul pianeta.

ARTICOLO 3

L’essere umano deve agire con l’Albero in uno spirito di fraternità e solidarietà.

OGGETTO E AMBITO DI APPLICAZIONE

I Quindici Impegni delle imprese costituiscono un quadro volontario a vocazione internazionale per l'effettività della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero.

Essi hanno lo scopo di integrare progressivamente i principi della Dichiarazione nella governance, nelle attività, nei progetti, negli insediamenti, nelle infrastrutture, negli acquisti, negli approvvigionamenti, nei prodotti e servizi, nei finanziamenti, negli investimenti, nelle relazioni d'affari e, ove pertinente, nelle catene del valore dell'impresa.

Universalità e proporzionalità

Il testo dei Quindici Impegni è comune a tutte le imprese che lo adottano. Le modalità di attuazione sono proporzionate alle dimensioni, al settore, all'organizzazione, agli insediamenti e alle risorse dell'impresa, alla natura e alla gravità degli impatti, nonché al grado di controllo o di influenza effettivamente disponibile.

Perimetro dell'adozione

Ogni adozione individua con precisione l'entità o le entità giuridiche, le attività e, se del caso, gli insediamenti compresi nel suo perimetro. L'adozione da parte di una società controllante non equivale, di per sé, all'adozione da parte di ciascuna società controllata o partecipata.

Diritto applicabile

Gli Impegni sono attuati nel rispetto del diritto applicabile all'impresa, alle sue attività, alle sue relazioni d'affari e ai territori interessati. Quando una norma imperativa impone un obbligo o un livello di protezione più rigoroso, tale norma rimane pienamente applicabile.

Conflitto e continuità

Quando una disposizione non può essere attuata a causa di una norma imperativa del diritto applicabile, tale circostanza non incide sugli altri Impegni. Ove pertinente, l'impresa documenta la difficoltà incontrata e ricerca modalità lecite che consentano di perseguire l'obiettivo dell'Impegno interessato.

Conciliazione con imperativi legittimi

Gli Impegni non ostano alle misure realmente necessarie alla tutela della vita e dell'integrità fisica delle persone, alla sicurezza delle infrastrutture, alla prevenzione di un danno grave, alla gestione di un rischio sanitario o al rispetto di un obbligo legale imperativo. In tali situazioni, l'impresa ricerca la soluzione che arrechi agli Alberi e alle condizioni necessarie alla loro esistenza il minor pregiudizio ragionevolmente possibile.

DEFINIZIONI

Impresa
Qualsiasi persona giuridica o organizzazione che eserciti un'attività economica e adotti la Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero e i presenti Impegni, nel rispetto del diritto applicabile alla sua forma giuridica.

Perimetro dell'adozione
L'insieme precisamente individuato di entità, attività e insediamenti coperti dalla decisione di adozione.

Catena del valore
L'insieme delle attività, degli approvvigionamenti, delle operazioni e delle relazioni situati a monte o a valle delle attività proprie dell'impresa e rilevanti rispetto agli impatti considerati.

Relazione d'affari
Qualsiasi relazione professionale, commerciale, finanziaria o contrattuale mediante la quale l'impresa esercita o può ragionevolmente esercitare un'influenza su un'attività suscettibile di incidere sugli Alberi o sugli ecosistemi alberati.

Impatto negativo
Qualsiasi effetto sfavorevole reale o ragionevolmente prevedibile derivante direttamente o indirettamente da una decisione, attività, progetto, prodotto, servizio, investimento o relazione d'affari e che incida su un Albero, una foresta, un ecosistema alberato o sulle condizioni ecologiche necessarie alla loro esistenza e rigenerazione.

Impatto negativo significativo
Qualsiasi impatto negativo la cui gravità, estensione, durata, irreversibilità, natura cumulativa o la sensibilità ecologica dell'ambiente interessato giustifichi un'attenzione rafforzata.

Rigenerazione
Il processo mediante il quale un Albero, una popolazione di Alberi o un ecosistema alberato recupera o mantiene la capacità di rinnovarsi in condizioni ecologicamente funzionali.

Ripristino
L'insieme delle azioni volte a consentire a un ambiente degradato di recuperare le proprie funzioni ecologiche, le proprie dinamiche biologiche e la propria capacità di rigenerazione.

Contributo
Qualsiasi azione volontaria intrapresa, oltre al trattamento dei propri impatti da parte dell'impresa, a favore della conoscenza, della conservazione, della protezione, della rigenerazione o del ripristino di Alberi, foreste o ecosistemi alberati.

Compensazione

Qualsiasi misura destinata, nelle condizioni previste dal diritto applicabile o da un regime specifico, a rispondere a un impatto negativo residuo dopo l'attuazione delle misure di evitamento e riduzione. L'eventuale riconoscimento giuridico di una misura compensativa non equivale, ai fini dei presenti Impegni, all'accertamento di un'equivalenza ecologica tra l'ambiente interessato e l'ambiente protetto, ripristinato o creato.

CINQUE PRINCIPI DI EFFETTIVITÀ

1. UNIVERSALITÀ E PROPORZIONALITÀ

Gli stessi principi si applicano a tutte le imprese che li adottano. La natura, l'intensità e i mezzi dell'attuazione sono proporzionati alle attività, agli impatti e alle capacità dell'impresa. La proporzionalità riguarda le modalità di attuazione, non la possibilità di selezionare gli Impegni.

2. PREVENZIONE E DOVUTA DILIGENZA

L'effettività inizia prima del danno. L'impresa individua gli impatti negativi reali o ragionevolmente prevedibili, stabilisce le situazioni prioritarie e agisce secondo una logica di prevenzione. La sequenza generale è: evitare anzitutto; ridurre quando l'evitamento completo non è possibile; riparare, rigenerare o ripristinare quando permangono impatti o quando questi si sono già verificati.

3. NON SOSTITUZIONE ECOLOGICA

Nessuna azione di protezione, conservazione, rigenerazione, ripristino, piantumazione o finanziamento realizzata in un luogo può essere invocata, ai fini dei presenti Impegni, come idonea a conferire di per sé un diritto a distruggere, degradare o frammentare un Albero, una foresta o un ecosistema alberato in un altro luogo. L'equivalenza quantitativa, di superficie, finanziaria o di carbonio non presume l'equivalenza ecologica. La presente disposizione si applica fatti salvi gli effetti giuridici che il diritto applicabile attribuisce a misure di compensazione legalmente prescritte o autorizzate.

4. ADDIZIONALITÀ

Un contributo volontario alla protezione o al ripristino del vivente non sostituisce il trattamento degli impatti dell'impresa. I contributi esterni costituiscono azioni aggiuntive e non sostituiscono la prevenzione, la riduzione, la riparazione o il ripristino richiesti.

5. TEMPORALITÀ DEL VIVENTE

Il tempo dell’Albero e della foresta supera quello di un esercizio contabile, di un mandato dirigenziale, di un ciclo di investimento o di una campagna di comunicazione. Ove pertinente, il successo di un’azione è valutato nel tempo con riferimento alla sopravvivenza, allo sviluppo, al funzionamento ecologico e alla capacità di rigenerazione osservati.

I QUINDICI IMPEGNI

GOVERNARE

Integrare i Diritti dell'Albero nei processi decisionali

1 Integrare la Dichiarazione nella governance dell'impresa

L'impresa integra progressivamente i principi della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero nelle politiche, procedure e nei processi decisionali suscettibili di produrre impatti negativi significativi sugli Alberi, sulle foreste o sugli ecosistemi alberati.

Essa assicura che tali principi siano presi in considerazione prima delle decisioni importanti, al livello di governance appropriato, in particolare in materia di strategia, investimenti, immobili, infrastrutture, acquisti, approvvigionamenti, prodotti, progetti e relazioni d'affari.

2 Individuare le responsabilità e garantire i mezzi di attuazione

L'impresa designa una o più persone o funzioni incaricate di coordinare l'attuazione dei Quindici Impegni.

Garantisce loro un accesso adeguato alle informazioni necessarie, agli organi decisionali competenti e a risorse proporzionate alle dimensioni dell'impresa, alle sue attività e alla rilevanza dei suoi impatti. La designazione di un responsabile operativo non esonera gli organi dirigenti dalle responsabilità connesse alle decisioni rientranti nella loro competenza.

3 Organizzare la segnalazione, il dialogo e la valutazione indipendente

L’impresa istituisce o individua un meccanismo accessibile che consenta di segnalare in buona fede un impatto negativo significativo, reale o potenziale, riguardante un Albero, una foresta o un ecosistema alberato.

Vieta qualsiasi misura di ritorsione rientrante nel proprio controllo nei confronti di una persona che abbia effettuato in buona fede una segnalazione e adotta, ove necessario, misure ragionevoli per tutelarne la riservatezza.

Quando una decisione presenta questioni ecologiche importanti, complesse o seriamente controverse, l’impresa ricerca un’expertise esterna indipendente e pluralistica, adeguata alla natura della questione. Può, alle condizioni previste dal Quadro ufficiale, richiedere il contributo dell’Assemblea dell’Albero.

CONOSCERE

Comprendere prima di agire

4 Mappare le interazioni, le dipendenze e gli impatti

Sulla base delle informazioni ragionevolmente disponibili, l'impresa procede anzitutto a un'analisi generale volta a individuare le attività, i territori, le materie, i prodotti, i servizi, i finanziamenti e le relazioni nei quali è più probabile che si verifichino impatti negativi significativi.

Approfondisce quindi l'analisi degli ambiti prioritari così individuati. Ove pertinente, tale processo riguarda siti e terreni, edifici e infrastrutture, attività e processi, prodotti e servizi, acquisti e approvvigionamenti, investimenti e finanziamenti, relazioni d'affari e catene del valore.

5 Sviluppare la tracciabilità delle attività e degli approvvigionamenti a rischio

L'impresa sviluppa una tracciabilità proporzionata delle materie, dei prodotti, delle attività, dei finanziamenti e delle relazioni d'affari suscettibili di contribuire, in particolare, alla distruzione di Alberi, alla deforestazione, alla conversione o al degrado delle foreste, alla frammentazione degli ecosistemi, al degrado dei suoli, all'alterazione dei regimi idrologici o alla riduzione significativa della capacità di rigenerazione di un ambiente.

Quando le informazioni sono inesistenti o insufficienti, attua un percorso progressivo volto a migliorare la conoscenza dell'origine, delle condizioni di produzione e degli impatti associati. L'assenza di informazioni non deve essere equiparata all'assenza di rischio.

6 Definire una situazione iniziale, stabilire le priorità e fissare gli obiettivi

L'impresa definisce una situazione iniziale proporzionata che consenta di individuare le principali questioni relative ai Diritti dell'Albero.

Stabilisce le priorità tra gli impatti tenendo conto, in particolare, della loro gravità, estensione, durata, natura cumulativa, reversibilità o irreversibilità, della vulnerabilità e del valore ecologico degli ambienti interessati, nonché della propria capacità di prevenire, ridurre o far cessare l'impatto.

Sulla base di tale situazione iniziale, definisce priorità e obiettivi corredati, ove pertinente, da scadenze e indicatori che consentano di valutare non soltanto le azioni intraprese, ma anche i risultati effettivamente conseguiti.

AGIRE

Fare della prevenzione il primo atto di responsabilità

7 Valutare prima di decidere, evitare prima di ridurre

Ogni progetto o decisione suscettibile di provocare un impatto negativo significativo è sottoposto preventivamente a un'analisi proporzionata delle sue conseguenze.

Ove pertinente, tale analisi esamina in particolare le soluzioni alternative, le possibilità di evitamento, gli effetti diretti, indiretti e cumulativi, i suoli, l'acqua, gli habitat, la biodiversità, le continuità ecologiche, la capacità di rigenerazione e le conseguenze a medio e lungo termine.

Quando il danno può essere ragionevolmente evitato, è privilegiato l'evitamento. Quando non può essere interamente evitato, l'impresa ne riduce l'intensità, l'estensione e la durata e documenta i principali elementi che hanno condotto alla decisione.

8 Preservare le condizioni vitali degli Alberi

Negli spazi che possiede, occupa, sviluppa, gestisce o utilizza, l'impresa non limita la protezione dell'Albero alla conservazione visibile del tronco e della chioma.

Tiene conto, secondo le circostanze, degli apparati radicali, dei suoli viventi, della disponibilità e del funzionamento dell'acqua, dello spazio necessario allo sviluppo, delle comunità biologiche associate, delle continuità ecologiche e delle condizioni che consentono crescita, integrità e rigenerazione.

9 Mobilitare acquisti, contratti, finanziamenti e relazioni d'affari

L'impresa utilizza le leve economiche e contrattuali di cui dispone per prevenire e ridurre gli impatti negativi significativi riguardanti gli Alberi e gli ecosistemi alberati.

Può in particolare integrare nei propri acquisti, contratti, finanziamenti, investimenti e rapporti con i fornitori requisiti relativi alla tracciabilità, alla prevenzione della deforestazione e del degrado, alla protezione degli ambienti, alla correzione dei danni, al monitoraggio e alla trasparenza.

Quando non dispone di un controllo diretto, esercita l'influenza ragionevolmente disponibile tenendo conto della propria posizione economica e contrattuale. Garantisce che i requisiti trasmessi ai partner, in particolare alle piccole e medie imprese, restino proporzionati e non impongano, senza un accompagnamento adeguato, oneri di conoscenza, controllo o verifica manifestamente sproporzionati rispetto alle loro risorse.

PRESERVARE

Proteggere l’esistente prima di pretendere di sostituirlo

10 Dare priorità all’esistente e proteggere l’insostituibile

L’impresa dà priorità al mantenimento degli Alberi e degli ecosistemi alberati esistenti ed esamina le alternative tecnicamente e giuridicamente praticabili alla luce dell’importanza ecologica dell’ambiente interessato.

Dedica un’attenzione rafforzata agli Alberi antichi, notevoli o veterani, alle foreste antiche o primarie, agli habitat critici, agli ambienti rari o fortemente vulnerabili, alle principali continuità ecologiche e alle strutture le cui caratteristiche essenziali non possono essere ragionevolmente ricostituite entro un orizzonte ecologicamente pertinente.

Quando l’analisi stabilisce che un danno grave riguarderebbe un ambiente con tali caratteristiche, l’evitamento costituisce il principio decisionale, fatti salvi gli imperativi legittimi definiti nella sezione relativa all’oggetto e all’ambito di applicazione.

11 Riparare, rigenerare e ripristinare le funzioni ecologiche

Quando si è verificato un danno, l’impresa ricerca, in funzione della propria responsabilità e capacità di azione, la riparazione delle conseguenze e il recupero delle funzioni ecologiche interessate.

Il ripristino tiene conto dei suoli, dell’acqua, delle comunità biologiche, degli habitat, delle continuità ecologiche, della diversità e della capacità di rigenerazione dell’ambiente.

Quando le condizioni ecologiche lo consentono, la rigenerazione naturale o assistita è esaminata prima di ricorrere sistematicamente alla piantumazione. Quando la piantumazione è necessaria, costituisce un mezzo al servizio del ripristino e non, di per sé, la prova del suo successo.

12 Contribuire senza creare un diritto a distruggere

Al di là del trattamento dei propri impatti, l’impresa può contribuire volontariamente alla conoscenza, alla conservazione, alla protezione, alla rigenerazione o al ripristino di Alberi, foreste ed ecosistemi alberati.

Tali contributi sono aggiuntivi. Non creano alcun diritto a distruggere, degradare o frammentare altrove e non possono essere presentati, per il solo fatto di esistere, come idonei ad annullare un impatto distinto.

L’acquisto, la detenzione o il finanziamento di crediti di carbonio, crediti di biodiversità, certificati o unità ambientali non costituisce, di per sé, attuazione della Dichiarazione Universale dei Diritti dell’Albero o dei presenti Impegni.

TRASMETTERE

Collocare l’impresa nel tempo del vivente

13 Garantire la continuità degli Impegni e delle conoscenze

L’impresa colloca l’attuazione dei Diritti dell’Albero in una prospettiva che supera i cambiamenti di dirigenti, organizzazione, strategia o programma di bilancio.

Organizza la conservazione e la trasmissione delle conoscenze, dei dati, delle responsabilità, degli obiettivi, degli impegni contrattuali e delle misure di monitoraggio necessari. Le decisioni riguardanti Alberi o ecosistemi la cui evoluzione richiede diversi decenni sono valutate secondo una temporalità compatibile con quella del vivente.

14 Misurare, rendicontare e correggere

L’impresa valuta regolarmente l’attuazione dei presenti Impegni e rende accessibili, secondo modalità proporzionate e nel rispetto del diritto applicabile, le informazioni che consentano di valutarne l’effettività.

Distingue chiaramente ciò che è promesso, ciò che è realizzato, ciò che è misurato e ciò che resta da compiere. Un’azione puntuale, una piantumazione, un contributo finanziario o un progetto isolato non può essere presentato, di per sé, come prova dell’attuazione generale dei Quindici Impegni.

Quando sono individuati scostamenti significativi, l’impresa ne analizza le cause e adotta misure correttive proporzionate.

15 Trasmettere un patrimonio vivente preservato o migliorato

Quando possiede, occupa, utilizza o gestisce in modo duraturo spazi alberati, l’impresa provvede a trasmettere un patrimonio vivente la cui integrità ecologica sia almeno preservata e, ove possibile, migliorata.

Quando un’attività, un insediamento o un bene è ceduto, riorganizzato o trasferito, ricerca la continuità delle misure essenziali già avviate. Allo stesso modo, nelle catene del valore e nelle relazioni d’affari, ricerca la permanenza delle trasformazioni ottenute affinché i loro benefici non scompaiano con la conclusione di un programma, di un contratto o di un finanziamento puntuale.

Trasmettere significa non trasferire alle generazioni future un degrado che l’impresa aveva la ragionevole capacità di prevenire oggi.

ADOZIONE, ATTUAZIONE E PROVA

Adozione integrale

L’adozione riguarda la Dichiarazione Universale dei Diritti dell’Albero e l’integralità dei Quindici Impegni. Essi non possono essere selezionati, riscritti unilateralmente o assoggettati a riserve volte a modificarne il principio. L’attuazione, invece, è progressiva e proporzionata.

Atto di adozione

L’adozione deriva da una decisione assunta dall’organo, dal rappresentante o dall’autorità interna competente a impegnare giuridicamente l’impresa. L’atto individua almeno la denominazione legale, il perimetro coperto, la versione adottata, la data di efficacia e la funzione incaricata di coordinare l’attuazione.

Piano di attuazione

Entro un termine ragionevole successivo all’adozione, normalmente entro dodici mesi salvo circostanze oggettivamente giustificate, l’impresa definisce una situazione iniziale, individua le priorità e fissa obiettivi, indicatori e un calendario di attuazione.

Natura dei requisiti

Salvo quando sia espressamente richiesto un risultato determinato, gli Impegni relativi all’identificazione, alla prevenzione, alla trasformazione delle pratiche, alle relazioni d’affari e al ripristino impongono un percorso documentato e proporzionato alle circostanze; non costituiscono una garanzia assoluta che non si verifichi alcun impatto negativo. Devono invece poter essere dimostrate oggettivamente l’integrità del testo adottato, l’identificazione del perimetro e l’esattezza delle informazioni comunicate.

Prova e trasparenza

L’impresa conserva elementi idonei a documentare le principali fasi dell’attuazione. Ogni comunicazione pubblica relativa all’adozione distingue chiaramente l’adozione del testo, le azioni intraprese e i risultati effettivamente constatati.

Riservatezza e dati

I requisiti di conoscenza, tracciabilità, esame e trasparenza sono attuati nel rispetto delle norme applicabili in materia di protezione dei dati personali, segreto commerciale, riservatezza contrattuale e sicurezza. Tali protezioni non possono tuttavia essere invocate abusivamente per presentare come verificata un'informazione che non lo è o per occultare un impatto la cui divulgazione è legalmente obbligatoria.

Assenza di certificazione

L'adozione dei Quindici Impegni non costituisce né una certificazione ambientale dell'impresa, né un marchio generale di conformità, né una convalida dell'insieme delle sue attività da parte di La Compagnie des Papillons Bleus. Le modalità dettagliate di riconoscimento istituzionale, registro, uso dei segni distintivi e comunicazione sono disciplinate da strumenti separati.

PORTATA GIURIDICA E ISTITUZIONALE

La Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero e i Quindici Impegni costituiscono un quadro volontario di effettività. Essi non conferiscono, di per sé, personalità giuridica agli Alberi, non attribuiscono una legittimazione generale ad agire in giudizio, non trasferiscono competenze appartenenti alle autorità pubbliche e non sostituiscono alcun obbligo legale, regolamentare, amministrativo o contrattuale applicabile.

L'adozione non conferisce alcun mandato a rappresentare La Compagnie des Papillons Bleus, la Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero o l'Assemblea dell'Albero e non crea alcun partenariato istituzionale o commerciale implicito.

L'adozione non conferisce alcun diritto generale di utilizzare i loghi, gli emblemi, i marchi o altri segni distintivi della Dichiarazione, di La Compagnie des Papillons Bleus o dell'Assemblea dell'Albero. Il loro utilizzo resta soggetto a regole e autorizzazioni separate definite da La Compagnie des Papillons Bleus.

Nessuna disposizione dei presenti Impegni autorizza o impone lo scambio tra imprese concorrenti di informazioni commercialmente sensibili, il coordinamento di prezzi, volumi, mercati, clienti o strategie commerciali, né qualsiasi pratica contraria al diritto della concorrenza applicabile.

Gli eventuali effetti giuridici della decisione di adozione, delle dichiarazioni pubbliche dell'impresa o di un protocollo separato concluso con La Compagnie des Papillons Bleus restano determinati dal diritto ad essi applicabile.

INTEGRITÀ, VERSIONI E AUTORITÀ DEL TESTO

La Compagnie des Papillons Bleus, organizzazione fondatrice e ufficialmente responsabile della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero e del suo sviluppo istituzionale, assicura l'identificazione, la conservazione e l'amministrazione istituzionale delle versioni ufficiali del presente strumento.

Ogni versione ufficiale è identificata da un numero e da una data. Nessuna impresa può modificare il testo ufficiale continuando a presentare la versione modificata come costituente i Quindici Impegni delle imprese.

Il presente documento riunisce, in un unico strumento, la versione francese di riferimento e le sue traduzioni istituzionali ufficiali in inglese, spagnolo, portoghese e italiano. Le cinque versioni mantengono la stessa struttura e la stessa numerazione. La pubblicazione del presente documento sotto l'autorità di La Compagnie des Papillons Bleus costituisce la convalida istituzionale delle cinque versioni in esso contenute. In caso di divergenza interpretativa derivante esclusivamente dalla traduzione, la versione francese costituisce il riferimento per determinare il significato istituzionale dell'Impegno interessato, fatti salvi gli eventuali obblighi inderogabili del diritto applicabile.

Il principale segno grafico della Dichiarazione è riprodotto nel presente documento nella sua versione francese originale. Qualsiasi adattamento linguistico o grafico distinto richiede una convalida separata da parte di La Compagnie des Papillons Bleus.

CONCLUSIONE E CONTATTO UFFICIALE

Per un'impresa, adottare la Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero non significa limitarsi a manifestare un'intenzione. Significa accettare di trasformare progressivamente il modo in cui determinate decisioni sono preparate, adottate, attuate e valutate.

I Quindici Impegni propongono un metodo: governare per integrare i principi nella decisione; conoscere per rendere visibili le dipendenze e gli impatti; agire per prevenire i danni; preservare per riconoscere che il vivente esistente non si riduce a un'equivalenza contabile; trasmettere per collocare la responsabilità economica nel tempo del vivente.

CONTRIBUIRE NON SIGNIFICA COMPENSARE. — L'equivalenza quantitativa non presume l'equivalenza ecologica.

CONTRIBUIRE NON SIGNIFICA COMPENSARE. — L’equivalenza quantitativa non presume l’equivalenza ecologica.

CONTATTO UFFICIALE

La Compagnie des Papillons Bleus — Associazione francese ai sensi della legge del 1901
RNA: W751188557
8 ter, rue Jonquoy — 75014 Parigi — Francia
Ricardo Rey — Autore e promotore della Dichiarazione Universale dei Diritti dell’Albero — Fondatore dell’Assemblea dell’Albero — Presidente di La Compagnie des Papillons Bleus
E-mail: presidence@ciedespapillonsbleus.org
Sito ufficiale: www.duda-udtr.org
Telefono: +33 6 20 56 81 39

FIN · END · FIN · FIM · FINE

UDTR-15E-INT-2026-01 · Version officielle 1.0 · 8 août 2026

GOUVERNER · CONNAÎTRE · AGIR · PRÉSERVER · TRANSMETTRE

Publication institutionnelle sous l'autorité de La Compagnie des Papillons Bleus. Les droits d'auteur, droits de propriété intellectuelle et droits attachés aux signes distinctifs s'exercent conformément au Cadre officiel de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre et aux droits des titulaires concernés. Tous droits réservés, sous réserve des exceptions prévues par le droit applicable.

Institutional publication under the authority of La Compagnie des Papillons Bleus. Copyright, intellectual-property rights and rights in distinctive signs are governed by the Official Framework of the Universal Declaration of Tree Rights and by the rights of the relevant rights holders. All rights reserved, subject to exceptions under applicable law.

Pubblicazione istituzionale sotto l'autorità di La Compagnie des Papillons Bleus. I diritti d'autore, i diritti di proprietà intellettuale e i diritti relativi ai segni distintivi sono disciplinati dal Quadro ufficiale della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero e dai diritti dei rispettivi titolari. Tutti i diritti riservati, fatte salve le eccezioni previste dal diritto applicabile.

www.duda-udtr.org · presidence@ciedespapillonsbleus.org

Sommaire · Contents · Índice · Sumário · Indice